

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**17 JUILLET 2018**

**TOME I**

**Séance du 17 juillet 2018**

**Sommaire**

<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Numéro de page</b>
	<b>Partie délibérations</b>	
	Convocation	<b>2018/1267</b>
	Ordre du jour Conseil municipal	<b>2018/1268</b>
	Emargement des Elus	<b>2018/1272</b>
	Compte-rendu du Conseil municipal	<b>2018/1277</b>
	<b>Partie délibérations</b>	
V2018-240	Exercice 2018 - Affectation des résultats 2017	<b>2018/1288</b>
V2018-241	Exercice 2018 - Création et modification d'Autorisations de Programme	<b>2018/1290</b>
V2018-242	Exercice 2018 - Budget Supplémentaire 2018 de la Ville de Montpellier	<b>2018/1292</b>
V2018-243	Nouveau projet de renouvellement urbain - Quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature	<b>2018/1296</b>
V2018-244	Languedoc Mutualité - Permis de construire PC 34172 17 V0333 - Extension de la clinique médico-chirurgicale Beau Soleil - Permis de construire PC 34172 17 V0332 - Construction de L'EHPAD Les Violettes Désignation d'un membre du conseil municipal pour délivrer ces deux permis de construire (Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)	<b>2018/1299</b>
V2018-245	Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature	<b>2018/1301</b>
V2018-246	FONCIER - Quartier MOSSON - Régularisation foncière - Acquisition de la salle Louis FEUILLADE à la SERM (parcelle LR 276)	<b>2018/1304</b>
V2018-247	MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR Agrément de candidature - FDI PROMOTION Opération MODERN ART - Anciennes archives départementales	<b>2018/1306</b>
V2018-248	MONTPELLIER GRAND COEUR Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions	<b>2018/1308</b>

V2018-249	Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous	<b>2018/1311</b>
V2018-250	Règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier	<b>2018/1314</b>
V2018-251	Nouveau règlement de fonctionnement des ALSH municipaux suite au changement de rythme scolaire - Rentrée 2018-2019	<b>2018/1316</b>
V2018-252	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque	<b>2018/1318</b>
V2018-253	Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) Groupe scolaire Germaine Richier - Création de places conventionnées	<b>2018/1321</b>
V2018-254	Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) Création et transfert de places municipales conventionnées Secteur Port Marianne	<b>2018/1323</b>
V2018-255	Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations pour l'année 2018-2019	<b>2018/1325</b>
V2018-256	Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs pour l'année 2018-2019	<b>2018/1328</b>
V2018-257	Transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire (quartier Centre)	<b>2018/1331</b>
V2018-258	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018	<b>2018/1333</b>
V2018-259	Bourse Initiatives Jeunes 2018 - Participation de la Ville	<b>2018/1335</b>
V2018-260	SKATEPARK DE GRAMMONT - QUARTIER PORT MARIANNE -Réhabilitation complète du site dédié aux activités de glisses urbaines - Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions	<b>2018/1338</b>
V2018-261	Cœur de Ville en Lumières 2018- Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ART FX, ENSAM, E-ARTSUP, ACFA Multimédia et Objectif 3D	<b>2018/1340</b>
V2018-262	Dotation Politique de la Ville 2018 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier méditerranée métropole et la Ville de Montpellier	<b>2018/1342</b>
V2018-263	Attribution de subventions à l'association Foot Citoyen	<b>2018/1347</b>
V2018-264	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	<b>2018/1350</b>
V2018-265	Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés Modification de la périodicité de la redevance annuelle	<b>2018/1352</b>
V2018-266	Convention entre le CGIAR (Groupe consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) et la Ville de Montpellier Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux (Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)	<b>2018/1354</b>
V2018-267	Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux (Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)	<b>2018/1356</b>
V2018-268	Convention Ville - Montpellier Méditerranée Métropole - Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault- Autorisation de signer	<b>2018/1358</b>

V2018-269	Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2018	<b>2018/1361</b>
V2018-270	Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTÉ et DROITS DES FEMMES - Exercice 2018	<b>2018/1364</b>
V2018-271	Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération V2017-452	<b>2018/1366</b>
V2018-272	Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante	<b>2018/1371</b>
V2018-273	Apurement annuel des régies - Exercice 2018	<b>2018/1374</b>
V2018-274	Admission en non valeur - Exercice 2018	<b>2018/1376</b>
V2018-275	Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier	<b>2018/1378</b>
V2018-276	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole	<b>2018/1382</b>
V2018-277	Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2017 - Réception par la collectivité et analyse par la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public	<b>2018/1384</b>
V2018-278	Prise en charge des frais de mission et de représentation dans le cadre d'un mandat spécial - Agents et élus - Approbation	<b>2018/1386</b>
V2018-279	Pose d'une horloge sur la façade de la Maison Pour Tous Marie Curie - Autorisation de déposer une Déclaration Préalable de travaux	<b>2018/1388</b>
V2018-280	Convention d'occupation temporaire du domaine public des locaux 2 place Pétrarque - Université du Tiers Temps - Avenant n°1	<b>2018/1390</b>
V2018-281	Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne"	<b>2018/1392</b>
V2018-282	Restauration Eglise Sainte-Croix de Celleneuve - Demande de subvention à la DRAC	<b>2018/394</b>
V2018-283	Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un marché de service de transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole	<b>2018/1396</b>
V2018-284	Modification du tableau des effectifs	<b>2018/1399</b>
V2018-285	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature	<b>2018/1402</b>
V2018-286	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature	<b>2018/1404</b>
V2018-287	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature	<b>2018/1406</b>



V2018-288	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature	2018/1408
	<b>Partie décisions</b>	
	Synthèse des décisions	2018/1410
VD2018-192	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de fournitures, pièces détachées et produits automobiles, adaptables et d'origine. (7D0025)	2018/1414
VD2018-199	ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Convention de participation - Ville / SERM / M. Slitni - Parcelle DL 473	2018/1418
VD2018-210	Maintenance multi technique des installations du parc zoologique de Lunaret - Accord cadre à bons de commande n° 8B0007	2018/1420
VD2018-215	Renouvellement de la cotisation 2018 au réseau Français des Villes Educatrices	2018/1422
VD2018-229	ZAC du Coteau - Convention de participation aux équipements publics - Ville de Montpellier/DC Promotion/SA3M - Parcelles TN n°14p, TN n°427p, TN n°441p	2018/1424
VD2010-232	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ TURPIN Anthony - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0146	2018/1426
VD2018-239	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ PENZO Claudio et Pia - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0178	2018/1428
VD2018-242	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ DEGUARA Pierre - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0152	2018/1430
VD2018-245	Contentieux - Monsieur Abdelkader AMEUR Appel contre le jugement du 09 mars 2018 - Décision de défendre	2018/1432
VD2018-250	Contentieux - Ville c/ ORANGE SA - Appel du jugement du 31 mai 2018 - Décision de défendre	2018/1434
VD2018-258	Marché Public à Procédure Adaptée relatif au "Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2018" n°8C0001404001	2018/1436
VD2018-265	Contentieux - Monsieur Sylvain CHENAL - Indemnisation des préjudices liés à ses accidents de service - Décision de défendre	2018/1438
VD2018-273	Contentieux - Montpellier c/ Copropriété 44 rue du Faubourg du Courreau - Procédure d'exécution d'office des travaux de ravalement - Décision de défendre	2018/1440
VD2018-274	Contentieux - Madame Françoise QUINTIN-DURAND Référé-provision pour le paiement d'activités de recensement - Décision de défendre	2018/1442
VD2018-276	MAPA 8B0023 - Adaptation au Règlement général pour la protection des données personnelles	2018/1444
VD2018-277	Contentieux - Monsieur Dorian GUERRERO Recours contre sanction disciplinaire du 3ème groupe Décision de défendre	2018/1446

VD2018-279	Signature d'un avenant de prolongation du marché N°4D0016A "ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES, DE MATERIEL PEDAGOGIQUE ET D'EMBALLAGE / LOT 1 : ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES ET DE MATERIEL PEDAGOGIQUE"	<b>2018/1448</b>
VD2018-281	Attribution d'un marché pour une prestation d'encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles élémentaires publiques de la Ville de Montpellier - accord-cadre n° 8D0021	<b>2018/1450</b>



Secrétariat Général  
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal, le mardi 17 juillet 2018 à 18h00, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W31).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

**Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 17 juillet 2018
- Synthèses des affaires du 17 juillet 2018
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



**Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée

## **Ordre du jour du Conseil municipal**

**Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018**  
**18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Exercice 2018 - Affectation des résultats 2017
2. Exercice 2018 - Création et modification d'Autorisations de Programme
3. Exercice 2018 - Budget Supplémentaire 2018 de la Ville de Montpellier

## **URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE**

4. Nouveau projet de renouvellement urbain - Quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature
5. Languedoc Mutualité  
Permis de construire PC 34172 17 V0333  
Extension de la clinique médico-chirurgicale Beau Soleil  
Permis de construire PC 34172 17 V0332  
Construction de L'EHPAD Les Violettes  
  
Désignation d'un membre du conseil municipal pour délivrer ces deux permis de construire (Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)
6. Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature
7. FONCIER - Quartier MOSSON  
Régularisation foncière  
Acquisition de la salle Louis FEUILLADE à la SERM (parcelle LR 276)
8. MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR  
Agrément de candidature  
FDI PROMOTION  
Opération MODERN ART - Anciennes archives départementales

9. **MONTPELLIER GRAND COEUR**  
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités  
Attribution de subventions

## **DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS**

10. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous

## **RÉUSSITE ÉDUCATIVE**

11. Règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier
12. Nouveau règlement de fonctionnement des ALSH municipaux suite au changement de rythme scolaire - Rentrée 2018-2019
13. Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque
14. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)  
Groupe scolaire Germaine Richier  
Création de places conventionnées
15. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)  
Création et transfert de places municipales conventionnées  
Secteur Port Marianne
16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations pour l'année 2018-2019
17. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs pour l'année 2018-2019
18. Transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire (quartier Centre)

## **JEUNESSE ET SPORTS**

19. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018
20. Bourse Initiatives Jeunes 2018 - Participation de la Ville
21. **SKATEPARK DE GRAMMONT - QUARTIER PORT MARIANNE**  
Réhabilitation complète du site dédié aux activités de glisses urbaines  
Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions

## **CADRE DE VIE**

22. Cœur de Ville en Lumières 2018- Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ART FX, ENSAM, E-ARTSUP, ACFA Multimédia et Objectif 3D

## **AFFAIRES SOCIALES**

- 23. Dotation Politique de la Ville 2018 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier Méditerranée métropole et la Ville de Montpellier
- 24. Attribution de subventions à l'association Foot Citoyen
- 25. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

## **ENFANCE**

- 26. Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés  
Modification de la périodicité de la redevance annuelle
- 27. Convention entre le CGIAR (Groupe consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)
- 28. Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)

## **AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT**

- 29. Convention Ville - Montpellier Méditerranée Métropole - Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault- Autorisation de signer

## **CULTURE**

- 30. Culture et Patrimoine  
Attribution de subventions à des associations culturelles  
Exercice 2018

## **PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES**

- 31. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROITS DES FEMMES - Exercice 2018

## **FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE**

- 32. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération V2017-452
- 33. Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante
- 34. Apurement annuel des régies - Exercice 2018
- 35. Admission en non valeur - Exercice 2018

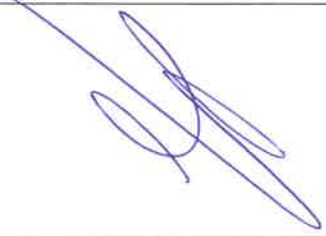
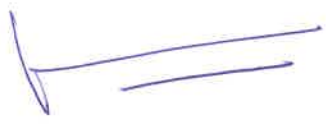












36. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier
37. Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole
38. Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2017 - Réception par la collectivité et analyse par la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public
39. Prise en charge des frais de mission et de représentation dans le cadre d'un mandat spécial - Agents et élus – Approbation
40. Pose d'une horloge sur la façade de la Maison Pour Tous Marie Curie  
Autorisation de déposer une Déclaration Préalable de travaux
41. Rénovation de l'immeuble les Echelles de la Ville  
Protocole d'accord financier/Ville de Montpellier/ Montpellier Méditerranée Métropole  
Grands Magasins Galeries Lafayette/SNC Le Polygone
42. Convention d'occupation temporaire du domaine public des locaux 2 place Pétrarque - Université du Tiers Temps - Avenant n°1
43. Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne"
44. Restauration Eglise Sainte-Croix de Celleneuve - Demande de subvention à la DRAC

## RESSOURCES HUMAINES

45. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un marché de service de « Transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. »
46. Modification du tableau des effectifs
47. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature
48. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature
49. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature
50. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature


## EMARGEMENTS DES ELUS DU CONSEIL MUNICIPAL

## SEANCE PUBLIQUE DU 17 JUILLET 2018

Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE 	Rémi ASSIE 
Sophia AYACHE 	Guy BARRAL 
Valérie BARTHAS-ORSAL 	Robert BEAUFILS 
Maud BODKIN 	Françoise BONNET 
Sabria BOUALLAGA 	Daniel BOULET 
Djamel BOUMAAZ	Anne BRISSAUD
Nancy CANAUD 	Gérard CASTRE 



Mylène CHARDES 	Robert COTTE 
Christophe COUR 	Jean-Luc COUSQUER 
Perla DANAN 	Titina DASYLVA 
Michaël DELAFOSSE 	Véronique DEMON 
Jean-Marc DI RUGGIERO 	Jacques DOMERGUE 
Michèle DRAY-FITOUSSI 	Christian DUMONT 
Abdi EL KANDOUSSI 	Julie FRÊCHE 
Vincent HALUSKA 	Clare HART 

Stéphanie JANNIN 	Sonia KERANGUEVEN 
Pascal KRZYZANSKI 	Gérard LANNELONGUE 
Alex LARUE 	Max LEVITA 
Chantal LEVY-RAMEAU 	Nicole LIZA 
Audrey LLEDO 	Henri MAILLET 
Mustapha MAJDOUL 	Jérémie MALEK 
Chantal MARION 	Isabelle MARSALA 
Hervé MARTIN 	Dominique MARTIN-PRIVAT 

Patricia MIRALLES		Jean-Pierre MOURE	
Caroline NAVARRE		Véronique PEREZ	
Patrick RIVAS		Brigitte ROUSSEL-GALIANA	
Cédric de SAINT-JOUAN		Samira SALOMON	
Marie-Hélène SANTARELLI		Philippe SAUREL	
Séverine SCUDIER		Sauveur TORTORICI	
Bernard TRAVIER		Henri de VERBIZIER	
Patrick VIGNAL		Annie YAGUE	

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'R' followed by several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

**Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée

## **Compte-rendu du Conseil municipal**

**Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018**  
**18h00 - Salle du Conseil**

**Convoqué le mardi 10 juillet 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 17 juillet 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents excusés:**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL.

### **Absents:**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

### ***Adoption de l'ordre du jour***

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### 1. Exercice 2018 - Affectation des résultats 2017

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

*Monsieur Christian DUMONT entre en séance.*

### 2. Exercice 2018 - Création et modification d'Autorisations de Programme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Rabii YOUSSEF entre en séance.*

### 3. Exercice 2018 - Budget Supplémentaire 2018 de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstentions : 11 voix (Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

### 4. Nouveau projet de renouvellement urbain - Quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE de par la procuration donnée à Bernard TRAVIER, Robert COTTE de par la procuration donnée à Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Sophia AYACHE, Philippe SAUREL.)

### 5. Languedoc Mutualité

Permis de construire PC 34172 17 V0333

Extension de la clinique médico-chirurgicale Beau Soleil

Permis de construire PC 34172 17 V0332

Construction de L'EHPAD Les Violettes

Désignation d'un membre du conseil municipal  
pour délivrer ces deux permis de construire  
(Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)

Monsieur le Maire propose de procéder à cette désignation à main levée et propose la candidature de M.

LEVITA.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.)

M. LEVITA est élu à l'unanimité des voix exprimées.

6. Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

7. FONCIER

Quartier MOSSON

Régularisation foncière

Acquisition de la salle Louis FEUILLADE à la SERM (parcelle LR 276)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

8. MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR

Agrément de candidature

FDI PROMOTION

Opération MODERN ART - Anciennes archives départementales

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Véronique DEMON, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.)

9. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

10. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Caroline NAVARRE.)

11. Règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstention : 0

12. Nouveau règlement de fonctionnement des ALSH municipaux suite au changement de rythme scolaire  
Rentrée 2018-2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstention : 0

13. Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

14. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)  
Groupe scolaire Germaine Richier  
Création de places conventionnées

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

15. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)  
Création et transfert de places municipales conventionnées  
Secteur Port Marianne

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0



16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations pour l'année 2018-2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Abstention : 0

17. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs pour l'année 2018-2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

18. Transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire (quartier Centre)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Stéphanie JANNIN et Monsieur Alex LARUE sortent de séance.*

19. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

20. Bourse Initiatives Jeunes 2018

Participation de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Bernard TRAVIER, avec la procuration de Gérard CASTRE, sort de séance.*

21. SKATEPARK DE GRAMMONT

QUARTIER PORT MARIANNE

Réhabilitation complète du site dédié aux activités de glisses urbaines

Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

*Monsieur Alex LARUE et Monsieur Bernard TRAVIER, avec la procuration de Gérard CASTRE, entrent en*

séance.

*Madame Audrey LLEDO, avec la procuration de Robert BEAUFILS, sort définitivement de séance.*

22. Cœur de Ville en Lumières 2018- Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ART FX, ENSAM, E-ARTSUP, ACFA Multimédia et Objectif 3D

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Christophe COUR, avec la procuration de Monsieur Cédric De SAINT JOUAN, sort de séance.*

23. Dotation Politique de la Ville 2018 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier méditerranée métropole et la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

24. Attribution de subventions à l'association Foot Citoyen

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT, avec la procuration de Monsieur Vincent HALUSKA, Samira SALOMON, Véronique PEREZ, Monsieur Abdi EL KANDOSSI, avec la procuration de Madame Chantal LEVY-RAMEAU, sortent de séance.*

25. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Christophe COUR, avec la procuration de Monsieur Cédric De SAINT JOUAN, entre en séance.*

26. Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés  
Modification de la périodicité de la redevance annuelle

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

27. Convention entre le CGIAR (Groupe consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

28. Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Mesdames Stéphanie JANNIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, avec la procuration de Monsieur Vincent HALUSKA, Samira SALOMON, Véronique PEREZ, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, avec la procuration de Madame Chantal LEVY-RAMEAU, entrent en séance.*

29. Convention Ville - Montpellier Méditerranée Métropole - Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault- Autorisation de signer

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Sabria BOUALLAGA sort de séance.*

30. Culture et Patrimoine  
Attribution de subventions à des associations culturelles  
Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

31. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROITS DES FEMMES - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

32. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération V2017-452

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstention : 0

33. Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante

Le Conseil municipal prend acte.

34. Apurement annuel des régies  
Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Admission en non valeur  
Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

36. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

37. Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

38. Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2017 - Réception par la collectivité et analyse par la Commission de Contrôle des Délégués de Service Public

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

39. Prise en charge des frais de mission et de représentation dans le cadre d'un mandat spécial - Agents et élus - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

40. Pose d'une horloge sur la façade  
de la Maison Pour Tous Marie Curie  
Autorisation de déposer une Déclaration Préalable de travaux

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

41. AFFAIRE RETIREE

42. Convention d'occupation temporaire du domaine public des locaux 2 place Pétrarque - Université du Tiers Temps - Avenant n°1

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Nicole LIZA, Bernard TRAVIER avec la procuration de Gérard CASTRE, Annie YAGUE.)

43. Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

44. Restauration Eglise Sainte-Croix de Celleneuve - Demande de subvention à la DRAC

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

45. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un marché de service de « Transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. »

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

46. Modification du tableau des effectifs

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

47. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Sabria BOUALLAGA entre en séance.*

48. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

49. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

2018/1287  
50. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h45.**

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.



# Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

## Table thématique des délibérations 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
	<b>URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE</b>		
V2018-243	Nouveau projet de renouvellement urbain - Quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature	17 Juillet Tome I	2018/1296
V2018-244	Languedoc Mutualité Permis de construire PC 34172 17 V0333 Extension de la clinique médico-chirurgicale Beau Soleil Permis de construire PC 34172 17 V0332 Construction de L'EHPAD Les Violettes Désignation d'un membre du conseil municipal pour délivrer ces deux permis de construire (Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)	17 Juillet Tome I	2018/1299
V2018-245	Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature	17 Juillet Tome I	2018/1301
V2018-246	FONCIER - Quartier MOSSON Régularisation foncière Acquisition de la salle Louis FEUILLADE à la SERM (parcelle LR 276)	17 Juillet Tome I	2018/1304
V2018-247	MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR Agrément de candidature FDI PROMOTION Opération MODERN ART - Anciennes archives départementales	17 Juillet Tome I	2018/1306
V2018-248	MONTPELLIER GRAND COEUR Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	17 Juillet Tome I	2018/1308
	<b>DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS</b>		
V2018-249	Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous	17 Juillet Tome I	2018/1311



	<b>RÉUSSITE ÉDUCATIVE</b>		
<b>V2018-250</b>	Règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1314</b>
<b>V2018-251</b>	Nouveau règlement de fonctionnement des ALSH municipaux suite au changement de rythme scolaire - Rentrée 2018-2019	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1316</b>
<b>V2018-252</b>	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1318</b>
<b>V2018-253</b>	Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) Groupe scolaire Germaine Richier Création de places conventionnées	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1321</b>
<b>V2018-254</b>	Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) Création et transfert de places municipales conventionnées - Secteur Port Marianne	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1323</b>
<b>V2018-255</b>	Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations pour l'année 2018-2019	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1325</b>
<b>V2018-256</b>	Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs pour l'année 2018-2019	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1328</b>
<b>V2018-257</b>	Transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire (quartier Centre)	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1331</b>
	<b>JEUNESSE ET SPORTS</b>		
<b>V2018-258</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1333</b>
<b>V2018-259</b>	Bourse Initiatives Jeunes 2018 - Participation de la Ville	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1335</b>
<b>V2018-260</b>	SKATEPARK DE GRAMMONT - QUARTIER PORT MARIANNE - Réhabilitation complète du site dédié aux activités de glisses urbaines Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1338</b>
	<b>CADRE DE VIE</b>		
<b>V2018-261</b>	Cœur de Ville en Lumières 2018- Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ART FX, ENSAM, E-ARTSUP, ACFA Multimédia et Objectif 3D	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1340</b>
	<b>AFFAIRES SOCIALES</b>		
<b>V2018-262</b>	Dotation Politique de la Ville 2018 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier Méditerranée métropole et la Ville de Montpellier	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1342</b>
<b>V2018-263</b>	Attribution de subventions à l'association Foot Citoyen	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1347</b>
<b>V2018-264</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1350</b>

	<b>ENFANCE</b>		
<b>V2018-265</b>	Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés Modification de la périodicité de la redevance annuelle	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1352</b>
<b>V2018-266</b>	Convention entre le CGIAR (Groupe consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) et la Ville de Montpellier - Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux (Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1354</b>
<b>V2018-267</b>	Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux (Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1356</b>
	<b>AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT</b>		
<b>V2018-268</b>	Convention Ville - Montpellier Méditerranée Métropole - Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault- Autorisation de signer	<b>7 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1358</b>
	<b>CULTURE</b>		
<b>V2018-269</b>	Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2018	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1361</b>
	<b>PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES</b>		
<b>V2018-270</b>	Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROITS DES FEMMES - Exercice 2018	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1364</b>
	<b>FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE</b>		
<b>V2018-240</b>	Exercice 2018 - Affectation des résultats 2017	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1288</b>
<b>V2018-241</b>	Exercice 2018 - Création et modification d'Autorisations de Programme	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1290</b>
<b>V2018-242</b>	Exercice 2018 - Budget Supplémentaire 2018 de la Ville de Montpellier	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1292</b>
<b>V2018-271</b>	Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération V2017-452	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1366</b>
<b>V2018-272</b>	Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1371</b>

<b>V2018-273</b>	Apurement annuel des régies - Exercice 2018	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1374</b>
<b>V2018-274</b>	Admission en non-valeur - Exercice 2018	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1376</b>
<b>V2018-275</b>	Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1378</b>
<b>V2018-276</b>	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1382</b>
<b>V2018-277</b>	Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2017 - Réception par la collectivité et analyse par la Commission de Contrôle des Délégués de Service Public	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1384</b>
<b>V2018-278</b>	Prise en charge des frais de mission et de représentation dans le cadre d'un mandat spécial - Agents et élus – Approbation	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1386</b>
<b>V2018-279</b>	Pose d'une horloge sur la façade de la Maison Pour Tous Marie Curie Autorisation de déposer une Déclaration Préalable de travaux	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1388</b>
<b>V2018-280</b>	Convention d'occupation temporaire du domaine public des locaux 2 place Pétrarque - Université du Tiers Temps - Avenant n°1	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1390</b>
<b>V2018-281</b>	Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne"	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1392</b>
<b>V2018-282</b>	Restauration Eglise Sainte-Croix de Celleneuve - Demande de subvention à la DRAC	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/394</b>
	<b>RESSOURCES HUMAINES</b>		
<b>V2018-283</b>	Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un marché de service de « Transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. »	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1396</b>
<b>V2018-284</b>	Modification du tableau des effectifs	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1399</b>
<b>V2018-285</b>	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1402</b>
<b>V2018-286</b>	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1404</b>

<b>V2018-287</b>	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1406</b>
<b>V2018-288</b>	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature	<b>17 Juillet Tome I</b>	<b>2018/1408</b>

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christian DUMONT, Rabii YOUSSEF.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

## **Exercice 2018 - Affectation des résultats 2017**

L'instruction budgétaire et comptable M57 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos du budget doit faire l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Les résultats de l'exercice 2017 sont retracés dans la délibération en date du 28 juin 2018 portant adoption du Compte Administratif 2017.

Le résultat de clôture 2017 en fonctionnement est de 44 373 852.72 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2018 :

- Pour 26 852 023.43 euros en section de fonctionnement
- Pour 17 521 829.29 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2017 de la section d'investissement est de 14 378 190.01 euros. Il sera constaté sur l'exercice 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter l'affectation des résultats de l'exercice budgétaire 2017.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Rabii YOUSSEF.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

## **Exercice 2018 - Création et modification d'Autorisations de Programme**

Le montant des Autorisations de Programme s'élève à ce jour à 474 141 016 euros.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2018, il est proposé au Conseil municipal d'approuver :

- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I05 relative à l'extension de la crèche Thé-rèse Sentis pour un montant de 200 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 644 680 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P08 pour les travaux de transformation du site du conservatoire en école primaire pour un montant de 8 600 000 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P09 pour la création d'un restaurant scolaire et d'une bibliothèque au sein du groupe scolaire Armstrong/Bon pour un montant de 1 800 000 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P10 pour la création d'un restaurant scolaire au sein du groupe scolaire Condorcet pour un montant de 800 000 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P11 pour le Jardin des Héros pour un montant de 1 170 000 euros.

Le montant des autres Autorisations de Programme reste inchangé.

Le montant des Autorisations de Programme s'élèvera ainsi au budget supplémentaire 2018 à 486 711 016 euros.

Le détail des Autorisations de Programme est annexé à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- Approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I05 relative à l'extension de la crèche Thérèse Sentis pour un montant de 200 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 644 680 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P08 pour les travaux de transformation du site du conservatoire en école primaire pour un montant de 8 600 000 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P09 pour la création d'un restaurant scolaire et d'une bibliothèque au sein du groupe scolaire Armstrong/Bon pour un montant de 1 800 000 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P10 pour la création d'un restaurant scolaire au sein du groupe scolaire Condorcet pour un montant de 800 000 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P11 pour le Jardin des Héros pour un montant de 1 170 000 euros ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PPI au BS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

## **Exercice 2018 - Budget Supplémentaire 2018 de la Ville de Montpellier**

Depuis le vote du Budget Primitif 2018 adopté le 21 décembre 2017, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Le Budget Supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2017.

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 93 602 079.22 euros.

- **Section d'investissement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 59 849 857.79 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :



Chapitre	Recettes d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
900	SERVICES GENERAUX		90 000.00	90 000.00
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS		9 000.00	9 000.00
904	SANTE ET ACTION SOCIALE		-451 000.00	-451 000.00
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		2 384 547.00	2 384 547.00
921	TAXES NON AFFECTEES		17 521 829.29	17 521 829.29
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	24 995 160.00	-15 827 019.93	9 168 140.07
926	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		-1 679 000.00	-1 679 000.00
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		32 806 341.43	32 806 341.43
Total		24 995 160.00	34 854 697.79	59 849 857.79

Chapitre	Dépenses d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
900	SERVICES GENERAUX	4 242 149.18	417 154.00	4 659 303.18
901	SECURITE	413 965.77	47 800.00	461 765.77
902	ENSEIGNEMENT FORMATION PROFESSIONNELLE APPRENTISSAGE	9 406 913.22	-2 778 397.50	6 628 515.72
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS	2 756 892.80	-142 800.00	2 614 092.80
904	SANTE ET ACTION SOCIALE	789 259.57	-1 319 160.00	-529 900.43
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	10 242 695.47	3 729 156.00	13 961 851.47
906	ACTION ECONOMIQUE	142 081.14	2 553 000.00	2 695 081.14
907	ENVIRONNEMENT	144 842.13		144 842.13
921	TAXES NON AFFECTEES		399 116.00	399 116.00
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		14 437 000.00	14 437 000.00
001	SOLDE D'INVESTISSEMENT REPORTE		14 378 190.01	14 378 190.01
Total		28 138 799.28	31 711 058.51	59 849 857.79

- Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 33 752 221.43 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Recettes de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
930	SERVICES GENERAUX		373 440.00	373 440.00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS		465 571.00	465 571.00
934	SANTE ET ACTION SOCIALE		-207 000.00	-207 000.00
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		135 000.00	135 000.00
940	IMPOSITIONS DIRECTES		3 564 362.00	3 564 362.00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES		131 923.00	131 923.00
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		725 239.00	725 239.00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES		1 711 663.00	1 711 663.00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		26 852 023.43	26 852 023.43
Total		0.00	33 752 221.43	33 752 221.43

Chapitre	Dépenses de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
930	SERVICES GENERAUX	78 150.00	636 813.00	714 963.00
931	SECURITE		100 000.00	100 000.00
932	ENSEIGNEMENT FORMATION PROFESSIONNELLE APPRENTISSAGE	401 934.00	-702 722.00	-300 788.00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS	940 414.00	528 076.00	1 468 490.00
934	SANTE ET ACTION SOCIALE	293 662.00	42 500.00	336 162.00
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		520 000.00	520 000.00
936	ACTION ECONOMIQUE	10 500	57 100.00	67 600.00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES		-32 547.00	-32 547.00
943	OPERATIONS FINANCIERES		-249 000.00	-249 000.00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		-1 679 000.00	-1 679 000.00
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		32 806 341.43	32 806 341.43
Total		1 724 660.00	32 027 561.43	33 752 221.43

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le Budget Supplémentaire 2018 par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Nouveau projet de renouvellement urbain - Quartiers Mosson et Cévennes -  
Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature**

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers politique de la ville identifiés sur Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces deux quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ainsi, un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 par l'ensemble des partenaires concernés, pour mettre en œuvre un programme d'études devant aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain, qui déterminera les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier sur chacun des deux quartiers identifiés par l'ANRU :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU)
- 
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR)

**Délibération n°V2018-243**

Le protocole de préfiguration est à ce jour engagé à 75%, pour aboutir en 2019 à la formalisation et validation des conventions de renouvellement urbain sur chacun des deux quartiers concernés.

S'agissant de l'avancement du programme pour le quartier de la Mosson, 14 études et missions sur les 14 identifiées dans le protocole sont en cours ou achevées. La procédure de dialogue compétitif avec trois équipes pluridisciplinaires préalablement retenues s'est déroulée de novembre 2017 à mars 2018. L'équipe lauréate sera retenue avant l'été 2018, pour définir avec les partenaires le futur projet urbain. Le prestataire de l'étude de sécurité et sûreté publique sera prochainement désigné. Les consultations des trois dernières études (politique intercommunale de peuplement, étude hydraulique et étude de sols) viennent d'être lancée ou le seront avant la fin de l'année 2018.

S'agissant du programme d'intérêt régional à développer sur la copropriété des Cévennes, 6 études et missions sur les 9 identifiées dans le protocole sont en cours ou achevées. Les prestataires de l'étude de sécurité et sûreté publique et de l'étude commerciale seront prochainement désignés. Une mission d'étude préalable puis de maîtrise d'œuvre de conception-réalisation portant recomposition urbaine sera lancée d'ici l'été 2018.

Le protocole de préfiguration, d'une durée de 24 mois, arrivera à son terme en décembre 2018. Les dernières études seront livrées en fin d'année 2018, en même temps que la clôture du protocole. Aussi, afin d'être en capacité de solliciter les soldes des subventions de ces études auprès de l'ANRU et de percevoir les paiements, il est proposé de proroger le protocole de préfiguration au 31 décembre de la quatrième année durant laquelle s'effectuera le solde de la dernière opération. L'avenant joint à la présente délibération, vient ainsi modifier l'article 11 relatif à la durée du protocole initial.

L'avenant intègre par ailleurs, la demande de préfinancement faite à l'ANRU, à hauteur de 6 514 785 € soit 20% du coût total de l'opération, pour la réhabilitation de la résidence sociale Lou Cap Dou Mail, sous la maîtrise d'ouvrage d'ACM Habitat et dont le démarrage anticipé avait été acté dans le protocole de préfiguration.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant au protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Rémi ASSIE, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire .**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1\_tableau financier
- Annexe 2\_fiche descriptive opération
- Avenant 1 protocole

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Languedoc Mutualité  
Permis de construire PC 34172 17 V0333  
Extension de la clinique médico-chirurgicale Beau Soleil  
Permis de construire PC 34172 17 V0332  
Construction de L'EHPAD Les Violettes**

**Désignation d'un membre du conseil municipal  
pour délivrer ces deux permis de construire  
(Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)**

Languedoc Mutualité a déposé deux permis de construire sur le site de l'ancienne gendarmerie situé rue de la Taillade, référencés :

- sous le numéro PC 34172 17V0332 pour la création de l'EHPAD Les Violettes ;
- sous le numéro PC 34172 17 V0333 pour l'extension de la clinique Beau Soleil par la construction d'un bâtiment de consultations et de laboratoires.



De par son activité professionnelle privée, Monsieur le Maire peut être intéressé à ces projets au sens de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme qui fixe les dispositions suivantes : « *si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision* ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de désigner, conformément aux dispositions de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme, un autre membre du conseil municipal, pour signer les permis de construire déposés sous la raison sociale Languedoc Mutualité et enregistrés sous les numéros PC 34172 17 V0332 et PC 34172 17 V0333.

**A été élu :** Max LEVITA

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Chantal LEVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane -  
Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier  
Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature**

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

La Ville de Montpellier a décidé :

- par délibération n°49 en date du 25 février 2016, d'élaborer un projet d'aménagement et d'organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées, concertation dont le bilan a été tiré par délibération n°313 en date du 29 septembre 2016 ;
- par délibération n°314 en date du 29 septembre 2016, de mettre en œuvre ce projet d'aménagement et de désigner la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en qualité de Concessionnaire d'aménagement et de lui confier, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants.

Un certain nombre de ces équipements étant de compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...), Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier ont décidé que ce soit la commune, dans le cadre de l'opération Pompignane, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à l'aménagement de cette opération.

De ce fait, la commune de Montpellier s'est vue transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Cette convention, signée le 23 août 2016, a approuvé, préalablement par délibération du Conseil de Métropole n°13983 en date du 21 juillet 2016, et par délibération du Conseil Municipal n°2016/276 en date du 20 juillet 2016, le transfert de maîtrise d'ouvrage. Ce transfert se limite, à l'intérieur de l'opération d'aménagement concédée, aux équipements suivants :

- Equipements situés dans les secteurs couverts par une procédure de Zone d'Aménagement Concertée restant à créer ;
- Equipements à réaliser au titre de conventions de Projets urbains partenariaux (PUP), ou situés dans le périmètre de secteurs de PUP approuvés par la Métropole.

Depuis la signature du traité de concession de l'opération de la Pompignane, le cabinet CASTRO DENISSOF ASSOCIES, lauréat du marché d'architecte-urbaniste sur ce secteur, a mis à jour et en cohérence son projet d'aménagement avec l'environnement urbain existant. Le projet présenté a notamment permis de donner un cadre à l'émergence de nouveaux projets immobiliers apparus au sein du secteur « Pinville Nord » et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser.

Ces derniers vont, d'une part, permettre d'accueillir dans les meilleures conditions possibles la population additionnelle prévue dans le cadre des différents projets en cours de développement et, d'autre part, rationaliser la trame viaire et les accès circulables en lien avec le « plan Campus technologique » en limite du périmètre.

Une fraction de la trame viaire se situe en dehors du périmètre initial d'intervention : il est donc envisagé de modifier les limites de la concession afin d'intégrer l'ensemble des équipements de desserte. Par ailleurs, certaines assiettes foncières en dehors du périmètre de la concession vont bénéficier des équipements publics concernés et les opérateurs concernés devront donc être signataires des conventions de PUP prévus.

En conséquence, il convient à présent de modifier par avenant la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier du 23 août 2016, afin, suivant les modalités précisées dans le projet d'avenant tel qu'annexé à la présente :

- D'étendre le transfert de compétence au nouveau périmètre opérationnel (cf. annexe 1 modifiée jointe au projet d'avenant) ;
- De préciser le mode de financement, le montant prévisionnel des travaux, hors ingénierie et frais sur travaux, y compris les travaux préparatoires et préliminaires, les raccordements aux réseaux extérieurs et le phasage des réalisations qui passe de 20 165 000 € HT (valeur octobre 2016) à 23 650 000 € HT (valeur mai 2018) ;
- D'étendre le principe de reversement par la Métropole des recettes de PUP à la Ville et son aménageur à l'ensemble des terrains concernés par les équipements publics de la concession d'aménagement (cf. périmètre annexe 2 jointe au projet d'avenant).

L'avenant modifiant la convention est conclu à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin au plus tard à la date de clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par la résiliation de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise en œuvre sur un périmètre élargi du transfert de compétence de la Métropole à la commune pour le programme d'équipements publics de l'opération d'aménagement d'ensemble dans les conditions décrites dans le projet d'avenant tel qu'annexé à la présente ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du 23 août 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier, tel qu'annexé à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 1 précité ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet avenant n°1

- Annexe 1

- Annexe 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

Excusés : Patrick VIGNAL.

## FONCIER Quartier MOSSON Régularisation foncière Acquisition de la salle Louis FEUILLADE à la SERM (parcelle LR 276)

Par convention en date du 14 novembre 1963, la SERM a reçu de la Ville de Montpellier la charge d'aménager la Zone à Urbaniser en Priorité de la Paillade, devenue le quartier Mosson. Le cahier des charges prévoit que « les terrains acquis destinés à recevoir les ouvrages, réseaux, installations et bâtiments nécessaires à l'équipement général et l'usage collectif feront l'objet de cession au profit des collectivités locales ou des établissements publics intéressés une fois ces équipements réalisés ».

La parcelle cadastrée LR 276 située 410 avenue de Barcelone, d'une superficie de 1 529 m<sup>2</sup>, a été aménagée par la SERM en 1989.

Cette parcelle comporte la salle Louis Feuillade, bâtiment d'une contenance d'environ 795m<sup>2</sup>.

A l'occasion de l'ambitieux programme d'aménagement dont ce bien fait l'objet, installation de la maison pour tous, réagencement des salles de cinéma et de spectacles, des salles associatives ou espaces communs, il s'est avéré que la régularisation foncière entre la SERM et la Ville, afin que cet équipement intègre le patrimoine communal, n'est jamais intervenue.

Il est donc proposé, en exécution des accords contractuels de la concession du 14 novembre 1963, de procéder à cette régularisation et que la Ville acquière la pleine propriété de la salle Louis Feuillade.

France Domaine a émis le 4 juin 2018 un avis estimant la valeur du bien à 510 000 € (cinq cent dix mille euros). Néanmoins, s'agissant d'une remise d'équipement public prévue initialement au titre de la concession, cette acquisition sera réalisée à l'euro symbolique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'acquérir auprès de la SERM la parcelle cadastrée LR 276 située 410 avenue de Barcelone, d'une superficie de 1 529 m<sup>2</sup> au prix d'un euro symbolique ;
- De confier la rédaction de l'acte de vente à Maître Bonnary aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

Excusés : Patrick VIGNAL.

## MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR Agrément de candidature FDI PROMOTION Opération MODERN ART - Anciennes archives départementales

La Ville a confié à la SA3M une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de FDI PROMOTION en vue de la cession des parcelles situées 40 rue PROUDHON à MONTPELLIER, cadastrées :

- CD 816;
- CD 817

Cette cession permettra la mise en œuvre, sur ces tènements fonciers, d'un projet d'immeuble collectif comprenant 36 logements (dont 8 logements sociaux) ainsi que 2 locaux d'activités et/ou commerces en pied d'immeuble.

<u>Dénomination du Candidat</u>	FDI PROMOTION 501 rue Georges Méliès – CS 10006 – 34078 LIER Cedex 3	MONTPEL-
<u>Localisation</u> :	40 rue PROUDHON 34 000 MONTPELLIER	
<u>Parcelles cadastrées</u> :	CD 816 d'une surface de 2 387 m <sup>2</sup> CD 817 d'une surface de 14 m <sup>2</sup>	
<u>Nature du projet</u> :	Construction d'un immeuble collectif de 36 logements dont (8 logements sociaux) et 2 locaux d'activités et/ou commerces	
<u>Surface de plancher projetée</u> :	3 077 M <sup>2</sup>	

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver la candidature de FDI PROMOTION en vue de la construction d'un immeuble collectif de 36 logements (dont 8 logements sociaux) et 2 locaux d'activités et/ou commerces ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYŻANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

Excusés : Patrick VIGNAL.

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

### Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

<b>Enseigne TABAC « LE MARIGNY », bar tabac</b> Gérante : Mme Catherine BELLIER 17 rue du Faubourg de la Saunerie  <i>6 000 € de subvention travaux plafonnée</i> <i>700 € de subvention MOE</i> <i>192 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.</i>	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>6 892,00 €</b>
<b>Enseigne « ROSEMARY », SARL WALTIS, restauration</b> Gérant : M. Louis CIPRIANI 3 rue des Sœurs Noires  Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 6 216 €) : <i>6 000,00 € de subvention totale travaux plafonnée</i> <i>216,00 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.</i>	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>3 108,00 €</b>
<b>Enseigne « MOBIL BOARD », EURL MOBY BLUE, location d'articles de loisirs</b> Gérant : M. Christian MOULON 8 rue de la République  Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 5 690 €) : <i>5 390 € de subvention totale travaux</i> <i>300 € de subvention totale MOE</i>	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>2 845,00 €</b>
<b>Enseigne « PEP'S », association éducatrice et sportive pour enfants</b> Gérante : Mme Perrine POLENNE 6 place Roger Salengro (droite)  Solde de la subvention : <i>3 400 € de subvention travaux totale</i>	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>1 700,00 €</b>

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 14.545 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 905;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Démocratie participative et Maisons pour tous

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

Excusés : Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 7 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2 540 €

Les associations concernées sont :

**MPT RICOME** : Saudade : 245€ ; Service d'orientation et de médiation pour l'insertion sociale : 455€ ; Croix rouge Française : 490€ ; Via Voltaire : 110€ ; Association pour l'emploi et le développement des entreprises-boutique de gestion : 140€ ; Centre d'information sur les droits de la femme et de la famille : 880€ ; Accompagnement de parcours pour adultes et jeunes : 220€.

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 4 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 880€.

Les associations concernées sont :

**MPT GUILLERME** : Association vivre ensemble en citoyens au quartier des Cévennes : 55€.

**MPT MERCOURI** : Eurogrece : 220€.

**MPT CAMUS** : Etoile Hissenji : 110€ ; Comité d'organisation du forum sportif et culturel : 495€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Caroline NAVARRE.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau annuel
- Tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

## Règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier

Par délibération du 22 juin 2017, le conseil municipal a adopté le règlement de fonctionnement modifié des temps périscolaires dans les écoles municipales de la Ville de Montpellier, pour l'année scolaire 2017-2018.

Conformément aux dispositions du Décret du 27 Juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques, la Ville de Montpellier a mis en expérimentation, en partenariat avec l'Education Nationale, une scolarisation sur 4 jours dans trois groupes scolaires, pendant l'année scolaire 2017-2018.

A l'issue de cette expérimentation, les Conseils d'école se sont prononcés, dans leur grande majorité, pour une scolarisation sur 4 jours, et cette position a été validée par l'Education Nationale.

Il convient donc de modifier le règlement de fonctionnement des temps périscolaires pour prendre en compte les nouveaux rythmes de scolarisation sur 4 jours, sans modifier les tarifs et les modalités de réservation de la restauration scolaire et des accueils périscolaires.

Les principales adaptations concernent les horaires scolaires et périscolaires qui découlent de la scolarisation sur 4 jours (lundi, mardi, jeudi et vendredi), avec notamment une matinée scolaire plus longue (8h30-12h) et une pause méridienne également allongée à deux heures (12h-14h) pour permettre un double service de restauration. L'après-midi, la classe se poursuit jusqu'à 16h30 et est suivie d'une heure d'accueil gratuite, recentrée en élémentaire sur les acquisitions scolaires fondamentales avec la mise en place d'une étude surveillée et en maternelle sur des activités adaptées à l'âge et au rythme des enfants. Les accueils payants du matin et du soir, permettent une amplitude de prise en charge des enfants de 7h45 à 18h30, sans changements.

Les propositions des conseils d'école qui avaient la possibilité d'opter pour des horaires scolaires dérogatoires (8h45-12h et 14h-16h45) ont également été prises en compte.

L'ensemble de ces dispositions s'inscrit dans la cohérence du Projet Educatif de Territoire (PEdT), adopté par délibération du Conseil municipal du 28 Juin 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter le règlement de fonctionnement des temps périscolaires de la Ville de Montpellier modifié selon ces nouvelles modalités ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement intérieur des accueils périscolaires 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

Excusés : Patrick VIGNAL.

## Nouveau règlement de fonctionnement des ALSH municipaux suite au changement de rythme scolaire Rentrée 2018-2019

La Ville de Montpellier dispose de 21 centres de loisirs municipaux (4 Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) élémentaires, 4 ALSH maternels, 13 ALSH mixtes).

Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire communal et peuvent accueillir 1 306 enfants âgés de 3 à 12 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les activités proposées aux enfants sont destinées à leur épanouissement par des jeux, des activités à caractère sportif et culturel.

Le changement des rythmes scolaires à la rentrée 2018-2019, passage à la semaine à 4 jours, nécessite d'adapter le règlement de fonctionnement des ALSH municipaux à compter de septembre 2018. Il est notamment nécessaire de mettre en œuvre l'ouverture des ALSH sur la journée complète du mercredi.

Le nouveau règlement de fonctionnement propre aux ALSH est joint en annexe de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) municipaux ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement ALSH V5.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

Excusés : Patrick VIGNAL.

## Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque

Le programme ÉcoMétropole vise à promouvoir auprès des communes de la Métropole un programme de sensibilisation et d'éducation à l'environnement et au développement durable pour les enfants. L'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'accompagner les équipes d'animation des communes qui ont un projet EEDD dans leurs structures d'accueil en proposant de véritables parcours ludiques et éducatifs qui visent l'autonomie des équipes. Le programme ÉcoMétropole vise la mutualisation de moyens au service des communes dans le cadre d'une véritable coopérative de services et l'élaboration d'un projet commun d'éducation à l'environnement et au développement durable sur le territoire métropolitain.

La convention vise donc à définir les engagements réciproques entre l'Écolothèque et la Ville de Montpellier dans le programme ÉcoMétropole, en vue de permettre aux enfants, sur les temps périscolaires et en ALSH municipaux ainsi qu'à leurs animateurs, de recevoir un appui pédagogique, selon un calendrier défini et dans le cadre d'un projet pédagogique adapté.

L'Écolothèque s'engage à :

- Accueillir dans la mesure des places disponibles les animateurs de la commune aux « Ateliers pédagogiques de l'Écolothèque » ;
- Accompagner les animateurs dans la mise en place d'un projet d'animation et de sensibilisation à l'environnement et au développement durable. Un calendrier de deux à trois interventions d'une à deux heures, de l'Écolothèque, sera établi ;  
Ouvrir l'accès aux ouvrages de sa médiathèque, sa pédagogothèque, sa photothèque, ses malles ou supports pédagogiques dédiés à l'environnement ;
- Proposer une animation de réseau par la mise en partage des connaissances et des expériences des communes sur l'interface dédiée de son site web.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Communiquer son projet d'animation et d'environnement à l'Écolothèque en vue de l'inscription au programme ÉcoMétropole sur des critères de faisabilité, de pertinence pédagogique et environnementale et de recherche de pérennité du projet ;
- Fournir les conditions matérielles de réalisation du projet ;
- Faciliter la participation des animateurs aux ateliers pédagogiques en leur libérant le temps nécessaire à raison d'une à trois séances de 2h30 dans l'année ;
- Participer à la dynamique du réseau métropolitain par ses contributions, la valorisation de son expérience en matière de sensibilisation des enfants aux préoccupations environnementales.

Le protocole de partenariat est souscrit à titre gracieux. Chaque entité assume le financement et l'organisation des trajets des personnels relevant de sa structure. La Ville de Montpellier supporte le budget d'acquisition des matériaux, les consommables et dépenses afférentes à l'activité mise en œuvre sur la commune.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat 2018-2019 ;
- de dire que cette dépense sera imputée sur en section de fonctionnement, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Réussite éducative**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)  
Groupe scolaire Germaine Richier  
Création de places conventionnées**

Le secteur des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) destiné aux enfants âgés de 3 à 12 ans est en constante évolution en fonction des variations démographiques des quartiers. Les capacités d'accueil existantes sur le secteur Croix d'Argent ne permettent plus de répondre aux besoins des familles des quartiers « Les Grisettes » et « Ovalie ».

Afin d'ajuster l'offre de loisirs au développement de ces quartiers, il est proposé, à la rentrée scolaire 2018, la création de 24 places maternelles et 24 places élémentaires sur le groupe scolaire Germaine RICHIER. Ces 48 places s'ajoutent aux 2 523 places existantes réparties sur l'ensemble de la Ville.

Le financement municipal s'effectue sous la forme de participations forfaitaires fixées par le conseil municipal d'un montant respectif de 3,05€ par journée enfant pour les maternelles et de 2,29€ par journée enfant pour les élémentaires.

Les modalités du financement municipal ainsi que les obligations du gestionnaire de l'ALSH seront précisées par convention en vue d'une ouverture à compter du 1er septembre 2018.

Cette action fera l'objet d'un avenant et sera intégrée au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, ce qui permettra à la Ville de recevoir à ce titre, une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la création des places conventionnées sur le Groupe Scolaire Germaine Richier ;
- De prévoir le financement municipal de cette nouvelle action, par le biais d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 ;
- D'autoriser, Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Réussite éducative**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)  
Création et transfert de places municipales conventionnées  
Secteur Port Marianne**

Le secteur des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (A.L.S.H.) destiné aux enfants âgés de 3 ans à 12 ans est en constante évolution en fonction des variations démographiques des quartiers. Afin d'ajuster l'offre de loisirs au développement du secteur Port Marianne, il est proposé, à la rentrée scolaire 2018, la création de 12 places élémentaires sur ce secteur.

Pour ce faire et afin d'offrir les meilleures conditions d'accueil possibles aux enfants, l'A.L.S.H. maternel géré par la Ville et actuellement installé sur l'école André MALRAUX sera transféré sur l'école Michel de l'HOSPITAL qui se situe à proximité. Cet A.L.S.H. maternel transféré sera dénommé A.L.S.H. Michel de l'HOSPITAL.

Du fait de ce transfert, l'A.L.S.H. élémentaire également géré par la Ville verra sa capacité d'accueil augmenter de 12 places dans des locaux adaptés sur l'école André MALRAUX.



Cette action sera inscrite par avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 et, à ce titre, permettra à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser le transfert de l'A.L.S.H. maternel de l'école André MALRAUX sur l'école Michel de l'HOSPITAL ;
- D'autoriser la création des 12 places conventionnées ;
- D'autoriser le changement de nom de l'A.L.S.H. maternel : A.L.S.H. Michel de l'HOSPITAL;
- D'autoriser, Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clère HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

Excusés : Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations pour l'année 2018-2019

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1

et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>ADRESSE</b>	<b>Ecole mise à disposition</b>	<b>Avantage en nature</b>
A.C.L.E Association des Cévennes pour le développement des loisirs éducatifs	183, rue de l'Aqueduc 34080 Montpellier	Julie Daubié	1 445 €
CARTHAGE atelier musique	53, Avenue des Hauts de Foncaude 34990 Juvignac	Julie Daubié	1 020 €
Gammes – Alisé Accompagnement scolaire (C.L.A.S)	6, rue Saint Barthélémy 34000 Montpellier	Jean Zay	660 €
Montpellier Dojo d'Aïkido Traditionnel	2, rue Parlier 34000 Montpellier	Jean Zay	510 €
Les Voix'Zines chorale	8, rue Saint Cléophas 34070 Montpellier	Marceline Desbordes-Valmore	350 €
Compagnie Tempo Théâtre	49, rue de la Figairasse 34070 Montpellier	Winston Churchill	1 950 €
La Maison du Judo	93, avenue du faubourg Boutonnet 34090 Montpellier	Jean Sibelius	1 975 €
Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée	136, rue del Miéjour 34070 Montpellier	Jean Moulin	638 €
A.R.E.C.R.E.E. Association Récréative de l'Ecole d'Estanove	24 rue du Lavandin 34070 Montpellier	Winston Churchill	510 €
Hérault Sport	Esplanade de l'Egalité Zac PIERRE Vives - BP 7250 34080 Montpellier	Denis Diderot	540 €
Secourisme Sauvetage Montpelliérain	109, rue François Henry d'Harcourt appt 22 34080 Montpellier	Jacques Brel	1 800 €

AEHPI LR Association pour l'épanouissement des Hauts Potentiels Intellectuels en Languedoc Roussillon	438, rue Foncarrade Résidence la Fontaine bat C 34070 Montpellier	Paul Langevin	1 320 €
U.F.O.L.E.P (Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique) multisport	Maison des sports Nelson Mandela 66 esplanade de l'égalité 34080 Montpellier	Giuseppe Garibaldi	645€

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée à la Réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention occupation locaux scolaires

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs pour l'année 2018-2019

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association. Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et la maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant :

<b>Association gestionnaire d'ALSH</b>	<b>Adresse de l'association</b>	<b>Ecole</b>	<b>Subvention en nature</b>
ACLE	183, allée de l'Aqueduc 34 080 MONTPELLIER	Daubié	4 050,00 €
Eveil en mouvement	88, rue Antoine Laurent Jussieu 34 090 MONTPELLIER	Teresa	4 500,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Florian	14 585,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Simon	13 320,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Beethoven	48 300,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Olympe de Gouges	42 263,00 €
Les Francas de l'Hérault	6 rue des Bougainvillées, résidence le capitole n°203 34 070 MONTPELLIER	Sun Yat Sen - Callas	8 640,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Richier	12 480,00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au Compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée à la Réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention occupation locaux ALSH associatifs

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Réussite éducative

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

## Transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire (quartier Centre)

Situé dans l'Ecusson face à la cathédrale Saint Pierre, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier CRR fut créé en lieu et place de l'ancien couvent des « Ursulines de Saint Charles » dont le bâtiment principal fut édifié en 1679 et sa chapelle en 1856.

Son départ vers le bâtiment réhabilité de l'ancienne maternité, donne l'opportunité à la Ville d'aménager dans les locaux de la rue Candolle une école primaire comportant 7 classes.

Cette nouvelle école primaire intégrera :

- 4 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés des locaux annexes indispensables ;
- 3 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes ;
- Des espaces communs aux deux sections : salle d'activité/motricité, salle multimédia/BCD, accueil périscolaire, restaurant scolaire et offices de restauration
- Des espaces extérieurs.



Le programme de travaux est axé notamment sur :

- La transformation du bâtiment en école primaire ;
- La prise en compte des éléments patrimoniaux remarquables ;
- le réaménagement des espaces extérieurs pour la création d'une cour ;
- La mise aux normes selon les dernières réglementations (accessibilité, sécurité incendie thermique, acoustique...)

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'une procédure d'appel d'offre dans le cadre de la réhabilitation du bâtiment existant.

La conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Le coût global de l'opération est estimé à 8,6 millions d'euros TTC (hors acquisition).

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Jeunesse et Sports**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice  
2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

**o Dans le cadre de la thématique JEUNESSE:**

Code	Structure	Type	Montant
5210	MDA 34 - GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT	Fonctionnement	30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 30 000 €;
- D'approuver la convention spécifique annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention spécifique

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Jeunesse et Sports

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

## Bourse Initiatives Jeunes 2018 Participation de la Ville

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juillet, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2018 du Service Jeunesse (fonction 933 338, CRB : V51000) la somme 2 115 €, et de la répartir de la manière suivante :

**Clémence DE CLOCK**, étudiante

*« Les femmes et la ville à Stockholm » : étude sur le rapport des femmes à la ville et les politiques municipales visant à lutter contre les inégalités hommes/femmes.*

Destination monde

**Montant proposé : 350 €**

**Marilou CHAZARIN**, étudiante

*« Projet de solidarité international en Inde » : accompagnement d'enfants défavorisés, animations et activités créatives et rénovations de classes scolaires.*

Destination monde

**Montant proposé : 200 €**

**Nadia ELRHORFI**, service civique

*« Kids & Sciences » : mise en place d'un atelier scientifique pour des enfants.*

Vivre ensemble à Montpellier

**Montant proposé : 150 €**

**Jennifer RAKOTONIRINA**, service civique

*« M - EMPLOI » : projet expérimental et collaboratif, visant une approche constructive de la recherche d'emploi.*

Vivre ensemble à Montpellier

**Montant proposé : 200 €**

**Darlène BECHTEL**, service civique

*« MerMaide » : mise en place d'ateliers scientifiques et sensibilisation sur le milieu marin.*

Durable

**Montant proposé : 215 €**

**Léa BERGEROO – CAMPAGNE**, étudiante

*« NOÛR » : réalisation d'un EP numérique et projet participatif étudiants.*

Production culturelle

**Montant proposé : 1 000 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de 2 115 € ;
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 933 338, nature 65131, CRB V51000, ligne de crédit 1938, budget 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Jeunesse et Sports**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Bernard TRAVIER.

**Excusés :** Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL.

**SKATEPARK DE GRAMMONT  
QUARTIER PORT MARIANNE**

**Réhabilitation complète du site dédié aux activités de glisses urbaines  
Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions**

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite réhabiliter le Skatepark de Grammont afin de répondre au développement de nouvelles disciplines, aux besoins des associations évoluant sur ce site, et à la création d'un centre d'entraînement pour le Freestyle en vue de la préparation des Jeux Olympiques Paris 2024, afin d'accueillir un pôle national d'entraînement BMX.

Actuellement le Skatepark de 6 500 m<sup>2</sup>, propose un des premiers bowl réalisés en béton en France dans les années 90, et se compose de cinq zones, dont la configuration, l'état et le design ne sont plus adaptés aux pratiques actuelles.

La Ville de Montpellier a souhaité implanter un nouveau skatepark en lieu et place de l'existant, sur une emprise de 13 000 m<sup>2</sup>, en conservant en partie les végétaux, mais en donnant au site une plus grande valeur paysagère qui proposera des zones arborées et ombragées aux pratiquants et accompagnateurs.

Ce nouvel équipement devra répondre à une double demande, d'une part celle de l'accueil des associations sportives tout en proposant également l'accès libre au grand public et d'autre part, celle de la création d'un

espace dédié au haut niveau dans la discipline BMX Freestyle.

Le skatepark comprendra un skatepark, un bowl, un streetpark, un dirt, un pumptrack et des chemins spécifiques en béton permettant de relier les différentes zones par une pratique de glisses urbaines pouvant composer des configurations ludiques.

Afin d'accueillir un pôle France sur la discipline BMX freestyle, une zone dédiée en accès encadré, sera composée d'un BMX Park et d'une zone d'apprentissage des figures (Tricks learning).

Un bâtiment à ossature bois modulable complètera le projet en mettant à disposition des associations et du Pôle France, des vestiaires, salle de réunion et bureaux.

L'enveloppe financière de cette opération est inscrite au budget de la Ville dans le cadre d'une autorisation de programmes, fonction 903, fixée à 5 M€.

Cet équipement qui sera livré en 2020 sera réalisé dans le cadre d'une convention de mandat avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de la réhabilitation du Skatepark de Grammont dans le cadre d'une convention de mandat avec la SA3M ;
- D'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- De solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Cadre de vie**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Cœur de Ville en Lumières 2018- Partenariat avec les écoles professionnelles  
ESMA, ART FX, ENSAM, E-ARTSUP, ACFA Multimédia et Objectif 3D**

Dans le cadre de l'évènement « Cœur de Ville en Lumières » 2018, la Ville de Montpellier organise des spectacles de vidéo mappings.

Ils seront diffusés les 29 et 30 novembre ainsi que le 1er décembre 2018, entre 18h30 et 22h30.

Cette manifestation se déroule autour de six sites : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église St Roch, le Château d'eau du Peyrou, l'Arche située rue Jacques Cœur et le Musée Fabre.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur cinq sites supplémentaires : la place Notre Dame des Tables, le Porche de la Cathédrale Saint Pierre, la Cour et le Théâtre de l'Agora et l'Hôtel Saint Côme.

Les écoles ESMA, ARTFX, ENSAM, ACFA Multimédia, E-ARTSUP et Objectif 3D seront les partenaires privilégiés de cette action.

Alors que la Ville mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique, les écoles précitées devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de vidéo-mapping 2D – 3D et/ou effets spéciaux, jeux vidéo, motion design ou cinéma d'animation, etc. selon un scénario original.

L'école ACFA Multimédia produira également de manière autonome une sculpture lumineuse et sonore installée à titre gracieux sur la Place Notre Dame des Tables.

La convention type avec les six écoles est annexée à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De valider les termes de la convention avec les écoles ESMA, ARTFX, E-ARTSUP, ACFA Multimédia, ENSAM et Objectif 3D présentée en annexe ;
- D'autoriser l'école ACFA Multimédia à installer sa structure lumineuse et sonore sur la Place Notre Dame des Tables ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) à signer les conventions afférentes ainsi que tout autre document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION ECOLES CVL 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Affaires sociales

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

Excusés : Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Patrick VIGNAL.

## Dotation Politique de la Ville 2018 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier méditerranée métropole et la Ville de Montpellier

Par courrier en date du 19 avril 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2018 (comme en 2017) d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 546 875€.

Ces crédits font l'objet d'une convention pour l'attribution de la dotation, signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule ces projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de M. le Préfet, s'inscrivent dans les objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions présentés au titre de la DPV est celui de des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Date prév. démarrage des travaux	Montant DPV
<b>Proposition de répartition de l'enveloppe DPV 2018</b>						
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole</b>						
<b>Investissement</b>						
Médiathèque Jean Jacques Rousseau :accueil, ludothèque, sanitaires et automatisations	Mosson	Métropole	550 000 €	50%	juillet 2018	275 000 €
Réhabilitation de la piscine TARIS	Pompignane	Métropole	2 435 000 €	32.66 %	études en 2019	795 271 €

<b>Fonctionnement</b>						
Démarche expérimentale auprès du projet DEMOS	Hauts de Massane Celleneuve Val de Croze Près d'Arènes	Métropole	55 000 €	100%	septembre 2018	55 000 €
Mobilité des jeunes du Centre de loisirs jeunes de la Police Nationale de la Mosson vers la plage de Villeneuve les Maguelone durant tout l'été	Mosson	Métropole	15 000 €	100%	été 2018	15 000 €

<b>Sous total Métropole</b>			3 055 000 €			1 140 271€
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville</b>						
<b>Investissement</b>						
Ecoles Michelet et Delteil : création d'un self et restructuration pour augmenter la capacité d'accueil de la restauration scolaire	Petit Bard	Ville	408 333 €	60%	été 2018 et été 2019	245 000 €
Aménagement d'un plateau sportif partagé entre les écoles Balard Bolivar Neruda Renaud et le quartier	Mosson	Ville	417 000 €	60%	été 2018	250 200 €
Ecole élémentaire Léo Malet : construction de deux nouvelles classes	Celleneuve	Ville	292 000 €	70%	été 2018	204 400 €
Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély pour l'accueil de spectacles principalement de théâtre	Gély	Ville	580 000 €	50%	Juin 2018	290 000 €
Maison Pour Tous Louis Feuillade : équipement d'un studio vidéo, acquisition de matériel	Mosson	Ville/ MPT	61 145 €	60%	Juillet 18	36 687 €
Développement de locaux associatifs et d'activités en lieu et place de	Petit Bard	Ville/S ERM	650 000 €	80%	septembre 2018	520 000 €

commerces						
Aménagement d'un Tiers lieu numérique rue Draparnaud	Figuerolles	Ville/ CCAS	1 800 000 €	41%	2019	738 000 €
Requalification de l'entrée et du hall de l'EHPAD La Carriera	Hauts de Massane	Ville/ CCAS	50 000 €	50%	2018	25 000 €
Réhabilitation du Palais des sports Pierre de Coubertin <i>(Cette subvention est constituée d'une part ferme de 896 881€ - 22,70 % - et d'une part conditionnelle de 125 907€ - 3,18% - correspondant à la réserve de délégation de crédits)</i>	Hauts de Massane	Ville	3 950 000 €	25,89 %	Juin 2020	1 022 788 €
Aménagements permettant la mise en accessibilité aux personnes handicapées : gymnase Ostermeyer	Cévennes (Quartier vécu)	Ville	87 200 €	50%	2ème semestre 2018	43 600 €
<b>Fonctionnement</b>						
Création d'un groupe de recherche action axé sur les discriminations	Ensemble des QPV	Ville	30 700 €	100%	Sept 18	30 700 €
<b>Sous total Ville</b>			<b>8 326 378 €</b>			<b>3 406 604 €</b>
<b>Total général</b>			<b>11 381 378 €</b>			<b>4 546 875 €</b>

Le montant total de la dotation est de 4 546 875 € répartis entre 4 420 968 € de crédits disponibles et d'une réserve de 125 907 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet de convention d'attribution de subventions au titre de la dotation Politique de la Ville 2018, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention DPV 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Affaires sociales**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Patrick VIGNAL.

**Attribution de subventions à l'association Foot Citoyen**

En 2003, l'association Foot Citoyen a été créée par deux figures importantes du football français, Didier ROUSTAN et Arsène WENGER, avec comme objectif d'utiliser le football comme moyen d'éducation, d'épanouissement et d'apprentissage aux valeurs citoyennes.

Implantés à Montpellier depuis 2012, deux projets phares sont nés autour de l'accompagnement des clubs, des entraîneurs et des joueurs : le parcours du footballeur citoyen et la formation d'entraîneurs. Le parcours du footballeur citoyen permet à partir d'ateliers éducatifs et culturels mais aussi citoyens et civiques d'accompagner les jeunes joueurs dans une démarche de développement personnel. Dans le cadre de ce projet, un stage sportif et culturel à Barcelone sera réalisé pour mettre en pratique les valeurs acquises tout le long de l'année. Des visites culturelles et sportives seront effectuées afin de permettre aux jeunes de développer leur esprit critique et de renforcer leur autonomie. Une rencontre mixte sera organisée afin de sensibiliser les jeunes au football féminin.

Deux équipes seront accompagnées, une équipe masculine et une équipe féminine, afin de favoriser la mixité dans le football et de sensibiliser les jeunes.



Le deuxième projet consiste en la formation et l'accompagnement des entraîneurs dans leurs missions éducatives et de favoriser d'une autre part l'épanouissement citoyen et l'engagement des jeunes par la mobilisation d'outils pédagogiques. Le football est utilisé à travers ces projets comme vecteur d'éducation à la citoyenneté et permettent d'agir dans les quartiers Politiques de la Ville sur des enjeux cruciaux et particulièrement au niveau de la mixité.

La Ville de Montpellier propose de financer trois projets : le parcours du footballeur citoyen, le stage éducatif sportif et culturel ainsi que la formation d'entraîneurs à hauteur de 4500 euros.

FINANCEMENTS COHESION SOCIALE				
N°Asso	Association	Intitulé du projet	Quartier principal	Proposé
6595	Foot Citoyen	Formation d'entraîneurs	Mosson	2000
		Stage sportif, éducatif et culturel	Mosson	1000
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925				

FINANCEMENTS JEUNESSE				
N°Asso	Association	Intitulé du projet	Quartier principal	Proposé
6595	Foot Citoyen	Parcours du footballeur citoyen	Mosson	1500
Les crédits seront prélevés sur la ligne , nature 6574 , chapitre 933				

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :**

- décider de l'octroi des subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de la Ville de Montpellier,
- dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution avec chacun des organismes bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type 2018
- Convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Affaires sociales**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Véronique PEREZ, Samira SALOMON.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL.

**Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice  
2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

**- Solidarité:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Projet	ACHATS DE KITS DE DEPISTAGES	460 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;

- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 460 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Enfance

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Véronique PEREZ, Samira SALOMON.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL.

## Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés Modification de la périodicité de la redevance annuelle

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux d'établissements d'accueil du jeune enfant municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés. Cette délibération définit également la base de calcul, le montant et la périodicité de révision de la redevance annuelle versée en contrepartie.

Pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il convient de modifier la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle en correspondance. Ainsi, le montant de la redevance s'élève à 6060 € et s'applique du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 août 2019.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la modification de la périodicité de la redevance annuelle du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année suivante ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Enfance**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Véronique PEREZ, Samira SALOMON.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL.

**Convention entre le CGIAR (Groupe consultatif pour la Recherche Agricole  
Internationale) et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)**

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux au sein d'établissements d'accueil du jeune enfant (E.A.J.E.) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés et en contrepartie d'une redevance annuelle.

La réservation de berceaux municipaux présente pour la Ville l'avantage de favoriser la mixité sociale au sein de certains E.A.J.E. municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier. .

Pour répondre à la demande du CGIAR (organisme international de recherche agricole dont le siège est situé 1000 avenue Agropolis à Montpellier) de réserver une place à la crèche Agropolis, il est proposé au Conseil municipal de valider une convention de réservation de berceau. La place réservée donne lieu à une contractualisation de l'accueil conformément au règlement de fonctionnement des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans de la Ville de Montpellier.

La convention jointe en annexe sera conclue à compter du 1er septembre 2018, pour une période initiale d'un an, renouvelable tacitement une fois maximum. Conformément à la délibération du 3 avril 2018, le CGIAR versera à la Ville une redevance, fixée à 6 060 € pour l'année 2018-2019, par berceau réservé dont le montant sera révisé à chaque date anniversaire de reconduction annuelle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de passer avec le CGIAR une convention de réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux pour une durée initiale d'un an, renouvelable tacitement une fois maximum ;
- d'approuver la perception d'une redevance annuelle pour chaque berceau réservé d'un montant de 6 060 € pour l'année 2018 - 2019 et du montant révisé, par délibération, pour la période suivante ;
- d'autoriser la perception de cette recette au budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUIL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de réservation de berceaux Ville - CGIAR

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

## **Enfance**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Véronique PEREZ, Samira SALOMON.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL.

## **Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux (Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)**

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux au sein d'établissements d'accueil du jeune enfant (E.A.J.E.) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés et en contrepartie d'une redevance annuelle.

La réservation de berceaux municipaux présente pour la Ville l'avantage de favoriser la mixité sociale au sein de certains E.A.J.E. municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier.

Pour répondre à la demande du CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) de réserver six places à la crèche Agropolis, il est proposé au Conseil municipal de valider une convention de réservation de berceaux. Les places réservées donnent lieu à une contractualisation de l'accueil conformément au règlement de fonctionnement des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans de la Ville de Montpellier.

La convention jointe en annexe sera conclue à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018, pour une période initiale d'un an, renouvelable tacitement trois fois maximum. Conformément à la délibération du 3 avril 2018, le CIRAD versera à la Ville une redevance, fixée pour l'année 2018-2019 à 6 060 € par berceau réservé, dont le montant sera révisé à chaque date anniversaire de reconduction annuelle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de passer avec le CIRAD une convention de réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux pour une durée initiale de 1 an, renouvelable tacitement trois fois maximum ;
- d'approuver la perception d'une redevance annuelle pour chaque berceau réservé d'un montant de 6 060 € pour l'année 2018 - 2019 et du montant révisé, par délibération, pour les périodes suivantes ;
- d'autoriser la perception de cette recette au budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention réservation berceaux Ville - CIRAD juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Affaires économiques,  
Commerce et Artisanat**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Convention Ville - Montpellier Méditerranée Métropole - Chambre des Métiers et  
de l'Artisanat de l'Hérault- Autorisation de signer**

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier met en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public. Afin d'approfondir cette démarche et de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, la Ville de Montpellier a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit de l'artisanat d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Montpellier Méditerranée Métropole met également en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une action de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Montpellier Méditerranée Métropole accompagne l'implantation d'entreprises artisanales sur une offre foncière en parc d'activités et une offre immobilière, ateliers et bureaux, adaptée aux besoins. Il s'agit par exemple des villages d'entreprises artisanales et de services ou d'autres dispositifs tels les Ateliers Eco-

Artisans au nord de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole a reçu le label Ville et Métiers d'art en juin 2018.

La Ville de Montpellier et la Métropole travaillent en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. L'implantation d'AAF rue de l'Université ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé de renforcer le partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, au travers d'une convention cadre, dans le but de développer l'artisanat et d'assurer la lisibilité des politiques publiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des artisans.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault (CMA) est un établissement public administré par des artisans. Elle a pour vocation de représenter les intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. La CMA travaille en étroite collaboration avec les Organisations Professionnelles représentatives de l'Artisanat chargées de la défense des intérêts particuliers des différents métiers.

En outre, l'immatriculation obligatoire au Répertoire des Métiers fait couvrir à la CMA la totalité du monde artisanal. Toute entreprise ayant une activité économique de production, de bâtiment, de services ou relevant des métiers de bouche doit être immatriculée au Répertoire des Métiers qui édite aussi les statistiques du secteur.

De la création à la transmission, en passant par toutes les phases de développement, la CMA a une fonction fondamentale d'appui et de conseil. La CMA procède également à toutes les études liées à la solution des problèmes techniques, économiques et sociaux relatifs au secteur des métiers (PLU, déchets...).

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CMA, souhaitent développer leur partenariat, en mettant en place des actions communes définies dans la présente convention.

Les axes de partenariat portent sur :

- La formation, l'emploi et l'insertion
- La promotion des métiers de l'artisanat et l'implantation des entreprises
- La transition numérique et l'innovation
- L'artisanat d'art et l'attractivité du territoire.

Des conventions d'application thématiques pourront être établies afin de prévoir les modalités de mises en œuvre des actions découlant de la présente convention cadre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- D'approuver le projet de convention cadre entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault ;
- D'Autoriser Monsieur le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Culture et Patrimoine**  
**Attribution de subventions à des associations culturelles**  
**Exercice 2018**

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpellierain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, dont l'impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts visuels, la culture scientifique et technique, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des

projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 8 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 54 500 € au titre de l'exercice 2018.

Code	Nom de la structure	Nature	Montant
	<b>ARTS VISUELS ET MEDIAS</b>		
107	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement	2 300
	<b>CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE</b>		
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET LES LETTRES DE MONTPELLIER ALSM	Fonctionnement	1 500
	<b>PLURI DISCIPLINES</b>		
4520	LE GARAGE ELECTRIQUE	Fonctionnement	4 000
	<b>SPECTACLE VIVANT / Danse</b>		
4265	ATTITUDE	Fonctionnement	8 700
4265	ATTITUDE	Projet	20 000
	<b>SPECTACLE VIVANT / Théâtre</b>		
231	THEATRE EN FLAMMES CREATEF	Projet	1 500
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	Fonctionnement	5 000
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	Projet	4 000
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement	2 500
5016	LES PERLES DE VERRE	Projet	5 000
		<b>TOTAL</b>	<b>54 500</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 933.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 54 500 €;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUIL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type 2018
- Convention Fonctionnement 2018
- Convention Projet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Prévention Santé et Droits  
des femmes**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROITS  
DES FEMMES - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Montant
1763	SOS RETINITE FRANCE	Fonctionnement	1 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **DROITS DES FEMMES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3855	MOUVEMENT	Fonctionnement		450 €

	CITOYENNES MAINTENANT			
3855	MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	Projet	EXPOSITION «L'EGALITE FILLE/GARÇON, C'EST BON POUR LES DROITS DE L'ENFANT »	500 €
4703	AMICALE DU NID	Fonctionnement		1 300 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 250 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 3 550 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération V2017-452

### I. REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC : MAISON POUR TOUS LOUIS FEUILLADE

La nouvelle Maison pour tous Louis Feuillade ouvre un théâtre de quartier de 150 places, il accueillera une programmation régulière, des propositions associatives, ainsi qu'un studio vidéo pour accompagner les projets des vidéastes et cinéastes amateurs.

Ces deux espaces pourront être mis à disposition selon les tarifs suivants :

Théâtre	Tarifs 2018
Tarification pour matinée	35 €
Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €

Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

Studio vidéo	Tarifs 2018
Tarification / heure	15 €

## II. SERVICES A LA POPULATION

Après avoir consulté les acteurs de la communauté éducative, la Ville de Montpellier et l'Education Nationale ont défini un cadre de mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires pour la rentrée 2018 avec un retour à la semaine de 4 jours. Cette nouvelle organisation impacte les temps d'accueils périscolaires ainsi que les centres de loisirs municipaux qui ouvriront le mercredi en journée complète.

Il convient en conséquence de mettre à jour la délibération des tarifs municipaux afin de tenir compte de ces nouvelles modalités.

Les tarifs appliqués restent quant à eux inchangés.

### 1. LA RESTAURATION SCOLAIRE

La cuisine centrale municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 11 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

#### ▪ Modalités de détermination des tarifs

L'application d'un taux d'effort génère une tarification individualisée ce qui garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 euros. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 euros et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

Tarif = Part fixe + (Taux d'effort x Revenu mensuel avant abattement) encadré par un plancher et plafond

Les revenus pris en compte sont :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;
- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante.

▪ **Modalités de réservation des repas et des accueils :**

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte 2 semaines avant le début de chaque vacance scolaire et dure deux semaines. Par exception, en septembre les réservations restent ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine de classe.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville :** [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr) (identifiant famille et code PIN communiqués avec « Ma carte / Carte midi ») ;
- **Dans chaque école**, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire ;
- **Au service Prest'O** à l'Hôtel de Ville ;
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson.

Tarifs applicables à partir du 03/09/2018 :

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES				
Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,09%	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,08%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,07%		
TARIFICATION OCCASIONNELLE				
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus				
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)				1,75 €
Prise en charge temps méridien sans repas				1,50 €
Repas Adulte				6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »				4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »				10,00 €

**2. LES ACCUEILS DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE) :**

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

*Les modalités de calculs, les revenus pris en compte ainsi que les modalités de réservation sont identiques à ceux de la restauration scolaire (cf. 1.2)*

<b>TARIFICATION POUR LES ACCUEILS</b>	<b>Part fixe</b>	<b>Taux d'effort</b>	<b>Tarif mini</b>	<b>Tarif maxi</b>
<b>ACCUEILS MATIN : 7H45-8H30 (ou 8H45 si horaire dérogatoire) ET ACCUEILS SOIRS : 17H30-18H30 ou 17h45-18h30 si horaire dérogatoire (prix par enfant inscrit)</b>				

Famille avec 1 enfant à charge	0,32 €	0,012 %	0,40 €	0,80 €
Famille avec 2 enfants à charge	0,29 €	0,010 %		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,26 €	0,009 %		
Accueil après la classe ou Etude surveillée 16h30-17h30 (ou 16h45-17h45 si horaire dérogatoire)	GRATUIT			
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Pénalités appliquées à chaque retard à compter du 2 <sup>ème</sup> retard constaté dans l'année scolaire le lundi, mardi, jeudi, vendredi après 18H30				10 €

### 3. LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (ALSH) :

Les Accueils de Loisirs municipaux sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 21 centres sont répartis sur la Commune représentant **1 200 places par jour**.

#### ▪ Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel avant abattement de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

<b>Tarif journée (sans repas) = Taux d'effort x revenu mensuel avant abattement</b>
---

#### ▪ Les revenus pris en compte

**Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;

**Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1<sup>er</sup> août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante. Néanmoins, à la demande des familles, une actualisation du calcul des tarifs peut s'opérer en cours d'année.

Tarifs applicables à partir du 03/09/2018 :

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0,587 %	7,00 €	16,10 €
2 enfants	0,536 %	6,50 €	14,60 €
3 enfants	0,485 %	5,50 €	13,90 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		

A noter que ces tarifs s'appliquent également dans les 5 ALSH ADOS\* municipaux ouverts aux 12-17 ans, les mercredis et vacances scolaires (sauf les jours fériés).

\*Maisons Pour Tous Antoine de Saint-Exupéry ; Boris Vian ; François Villon et l'Escoutaire

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les tarifs de redevance d'occupation du domaine public relatif à la maison pour tous Louis Feuillade ;
- De préciser qu'ils seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- D'approuver les modifications liées au retour à la semaine de 4 jours et de préciser qu'elles seront applicables au 03/09/2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRÉ ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des  
comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante**

La loi n°2015-991 du 07 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements. Cette expérimentation doit permettre d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local, qu'il s'agisse de la nature des états financiers, des normes comptables applicables, du déploiement du contrôle interne comptable et financier ou encore des systèmes d'information utilisés. Cette expérimentation est ouverte, trois ans après la promulgation de la présente loi, pour une durée de cinq ans ».

Cette démarche est donc une nouvelle étape dans l'évolution des finances publiques et de leur contrôle.

Après avoir candidaté à l'expérimentation de la certification de ses comptes, la Ville fait partie des 25 collectivités (dont 10 communes) retenues pour engager la démarche de certification garantissant le niveau de qualité de tenue de leurs finances. Sur les 10 communes retenues parmi les 25 lauréats, deux communes seulement comptent plus de 200 000 habitants : Montpellier et Paris.



La Ville de Montpellier, qui souhaite être pionnière de cette nouvelle évolution des finances publiques, s'est engagée dans la démarche d'expérimentation de la certification de ses comptes, dans l'objectif de rationaliser ses procédures internes et d'améliorer la fiabilité de ses états financiers.

Dans le cadre de la convention définissant les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation à la certification des comptes de la Ville, et en application de l'article 110 de la loi du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la formation commune à la Cour et aux chambres régionales des comptes a arrêté la synthèse annexée à la présente délibération.

Cette synthèse qui fait suite à la première phase de l'expérimentation, retranscrit les recommandations que la Ville doit mettre en place pour que ses comptes puissent être certifiés. Elle pointe notamment :

- L'actualisation des montants des participations financières détenues: sur ce point, la Ville et son comptable public ont procédé à la régularisation des immobilisations financières inscrites dans le bilan de la collectivité.
- La comptabilisation des opérations de transferts à la Métropole : Sur le dernier semestre, des transferts d'immobilisations immobilières ont été réalisés entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour un montant de 210 819 609,37 €. A ce même conseil municipal, des actifs seront transférés à la Métropole en pleine propriété pour un montant de 360 012 458,94 € représentant ainsi au total 570 832 068,30 €.
- La mise en place des inventaires physiques : l'inventaire comptable est à jour au 31/12/2017 mais pour renforcer sa sincérité et l'exhaustivité des biens retranscrits, la Ville a débuté l'élaboration d'une procédure plus formalisée de suivi de l'inventaire physique de la collectivité. Il est noté que cette recommandation concerne 23 collectivités sur les 25 expérimentatrices.

Cette synthèse clôture la phase 1 de l'expérimentation de la certification des comptes des collectivités locales. La phase 2 consistera à mener en accompagnement de la cour des comptes des audits ciblés sur certaines thématiques jusqu'en 2019. La 3<sup>ème</sup> étape sera la certification à blanc par un commissaire aux comptes des comptes de la Ville sur les exercices 2020 à 2022. La certification réelle interviendra sur l'exercice 2023. Chaque phase donnera lieu à une synthèse à soumettre au Conseil Municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de la synthèse du diagnostic global d'entrée.**

**Le Conseil municipal prend acte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthèse DGE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## Apurement annuel des régies Exercice 2018

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du comptable.

Au cours de l'année 2017, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 170.00 € concernant 2 régies.

- Régie des Marchés Permanents
- Régie Maison pour Tous Albert Camus

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Les deux régisseurs concernés ont suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

La Ville a, par la suite, été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse

formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Le déficit de ces deux régies résulte de ces circonstances.

Une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, en tenant compte des circonstances d'apparition du déficit.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. Le Trésorier Payeur Général statuera ensuite sur celles-ci.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- Donner un avis favorable, en accord avec la Trésorière Municipale, à ces demandes de remise totale détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Marchés Permanents	M. JARRY	20.00 €	10 Novembre 2017	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Maison pour tous Albert Camus	Mme MYR	150.00 €	7 Décembre 2017	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2018 aux chapitres 936 et 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à ces demandes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Sabira BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Admission en non valeur  
Exercice 2018**

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables. La Ville, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de 17 540, 79 €.

Ce montant est accepté en non-valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant à des créances minimales de 2012 à 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de 17 540.79 € pour les admissions en non-valeur, dont la liste est jointe à la présente délibération et le montant prévu au budget 2018 au chapitre 943.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

**- LISTE CREANCES MINIMES**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
 délibérations du Conseil  
 municipal de la Ville de  
 Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
 membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
 se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
 Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
 Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
 générale, Affaires  
 juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Par délibération n°2013/228 du 6 mai 2013 et conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du code des communes) pris pour l'application de l'article L 2321-2 du C.G.C.T., qui précise que : « sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants », la Ville de Montpellier a procédé à la mise à jour de ses durées d'amortissement.

Par délibération n°V2017/333 du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a procédé à une nouvelle mise à jour suite à la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57.

Suite à la parution d'un nouveau plan de comptes M57 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018, il apparaît nécessaire de mettre à jour la délibération du 3 novembre 2017 en rajoutant les nouveaux articles issus de cette nomenclature.

Les autres dispositions restent inchangées.

Ainsi, la Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé, d'une part, que l'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service et d'autre part, que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...). Enfin le plan d'amortissement ne pourra être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération) ;

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€.

Est retenu le seuil de 2 000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés...

3) Les biens amortis et les durées d'amortissement.

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

Articles concernés	Libellé	Durées d'amortissement votées
202	Frais plans d'urbanisme	5
2031	Frais d'étude	5
2032	Frais de recherche et de développement	5
2033	Frais d'insertion	5
204111	Subv. Equip. Etat biens et études	5
204112	Subv. Equip. Etat bât et installation	30
204113	Subv. Equip. Etat projet infrastructure d'intérêt national	40
204114	Subv. Equip. Etat voirie	30
204115	Subv. Equip. Etat monuments historiques	30
204121	Subv. Equip. Région biens et études	5
204122	Subv. Equip. Région bât et installation	30
204123	Subv. Equip. Région projet infrastructure d'intérêt national	40
204131	Subv. Equip. Dép. biens et études	5
204132	Subv. Equip. Dép. bât et installation	30
204133	Subv. Equip. Dép. projet infrastructure d'intérêt national	40
2041411	Subv. Equip. Commune GFP biens et études	5
2041412	Subv. Equip. Commune GFP bât et installation	30
2041413	Subv. Equip. Commune GFP projet infrastructure d'intérêt national	40
2041481	Subv. Equip. Autres Communes biens et études	5
2041482	Subv. Equip. Autres Communes bât et installation	30
2041483	Subv. Equip. Autres Communes projet infrastructure d'intérêt national	40



2041581	Subv. Equip. Group. biens et études	5
2041712	Subv. Equip. SNCF bât. ins.	30
2041723	Subv. Equip. RFF infrastructures	40
204181	Subv. Equip. Org. biens et études	5
204182	Subv. Equip. Org. bâtiments et install.	30
204183	Subv. Equip. Org. Infrastructures	40
20421	Subv. Equip. Privé biens et études	5
20422	Subv. Equip. Privé bâtiment et install.	30
20423	Subv. Equip. Privée Infra.	40
204421	Subv. Equip. Nature Biens et études	5
2045	Subv. Equip versées aux tiers (fonds européens)	5
2046	ACI	15
2051	Logiciels	5
2088	Autres immobilisations incorporelles	5
2114	Terrains de gisement	15
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20
21321	Immeubles de rapport	30
21533	Autres réseaux câblés	20
21534	Réseaux d'électrification	20
21538	Autres réseaux	20
2154	Voies navigables	30
21561	Matériel roulant incendie	7
21568	Matériel et outillage incendie	10
21571	Matériel ferroviaire	20
21572	Matériel technique scolaire	20
215731	Matériel roulant de voirie	20
215738	Autre matériel et outillage de voirie	20
21578	Autres matériels techniques	20
2158	Installations et outillages techniques	20
2181	Installations générales, agencements	7
21821	Matériels de transport ferroviaire	7
21828	Matériels de transport	7
21831	Matériel informatique scolaire	7
21838	Autre Matériel informatique	7
21841	Matériel et mobilier scolaire	7
21848	Autre matériel et mobilier	7
2185	Matériel de téléphonie	7
2186	Cheptel	1
2188	Autres matériels	7
	Biens de faible valeur unitaire inférieure ou égale à 2000 euros TTC	1

La présente délibération abroge et remplace les délibérations relatives aux méthodes et durées d'amortissement du 6 janvier 1997, du 23 février 2000, du 30 mars 2009, du 6 mai 2013 et du 21 décembre 2017.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- Adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées ;
- Adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;
- Autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
 mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
 délibérations du Conseil  
 municipal de la Ville de  
 Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
 membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
 se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
 Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
 Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration  
 générale, Affaires  
 juridiques, Patrimoine

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole

Afin d'assurer une stricte conformité entre l'inventaire de la Ville de et son actif retrace dans le compte de gestion, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole de Montpellier exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - o Voirie ;
  - o Eclairage public ;
  - o Espaces verts attenants à la voirie ;
  - o Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement ;
- Défense contre l'incendie ;
- Aire d'accueil des gens du voyage ;
- PLU.

Depuis le 1er janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code Général des

Collectivités Territoriales, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations » (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au PV comptable annexé, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés s'établit à 360 012 458.94 € à la date du transfert ;
- Que le transfert comptable de la ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Approuver le PV comptable selon le modèle joint annexé à la présente délibération ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut le Premier Adjoint à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet PV transfert
- Annexe transfert actif 3M

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARJON, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDAS ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2017 - Réception par la collectivité et analyse par la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public

Conformément à l'article L1411-3 du code général des Collectivités Territoriales, les délégataires de service public sont tenus de transmettre à l'autorité délégante un rapport retraçant l'activité de l'exercice écoulé dont les modalités de présentation sont définies par le décret n°2016-86 du 01 février 2016.

La collectivité est tenue de procéder à l'examen de ces rapports qui est confié à la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public et à la Commission de Consultation des Services Publics Locaux.

L'analyse de ces rapports sera par la suite actée en Conseil municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'acter la réception des rapports annuels provisoires des délégataires de service public pour l'exercice 2017 dans les délais conformes à la réglementation en vigueur ;

- De confier l'analyse de ces rapports à la Commission de Contrôle des Délégués de Service Public, dont l'examen sera présenté en Conseil municipal ;
- D'autoriser la Commission de Contrôle des Délégués de Service Public à demander aux délégués toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUIL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport annuel 2017 provisoire people and baby - Crèche Joséphine Baker
- Rapport annuel 2017 provisoire EGS - Fourrière Automobile
- Annexes Rapport annuel 2017 provisoire EGS - Fourrière Automobile

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## Prise en charge des frais de mission et de représentation dans le cadre d'un mandat spécial - Agents et élus - Approbation

Les seuils de remboursement des élus et des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n°V2017/344 du Conseil municipal du 3 novembre 2017.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire national, les agents et élus sont remboursés à hauteur de :

- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- Au réel pour les transports (2<sup>ème</sup> classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel),
- De façon forfaitaire à 15.25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

Hors de ce cadre individuel, dans le cadre de l'exercice de leurs mandats locaux, les élus du Conseil Municipal ou les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer, dans le cadre d'un mandat spécial, des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Ville de Montpellier *ès qualités*.

Il vous est donc proposé de définir ainsi le mandat spécial :

- une mission répondant à cette définition et encadrée par une délibération ad hoc ;
- une mission répondant à cette définition et entrant dans la limite d'une enveloppe budgétaire de 25 000 € pour les élus de la Ville et 9 500 € pour les représentants de l'administration, correspondant aux crédits approuvés à cet effet au budget de la Ville),

et de rembourser dans ce cadre les frais induits au réel pour les élus et agents en représentation de la collectivité

En cas de déplacement d'élus ou administratifs non couvert par cette définition du mandat spécial, les règles prévues dans la délibération n°V2017/344 s'appliqueront.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais liés à des mandats spéciaux pour les agents et les élus de la Ville de Montpellier, dans les conditions définies ci-dessus ;
- De dire que la prise en charge de ces frais s'effectue dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUIN 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARJON, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Sabira BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## Pose d'une horloge sur la façade de la Maison Pour Tous Marie Curie Autorisation de déposer une Déclaration Préalable de travaux

L'esplanade Léo Malet, située devant la Maison Pour Tous Marie Curie, est un élément fort de centralité du quartier de Celleneuve et un lieu de rencontre intergénérationnel.

Cette fonction de centralité justifie l'installation d'une horloge au fronton de la Maison Pour Tous.

Pour ce faire, le dépôt d'un dossier de déclaration préalable de travaux est nécessaire.

Le montant de l'opération est d'environ 4 500€ TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux de pose de cet équipement sur la façade de la Maison Pour Tous ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;

- De prélever le montant de la dépense sur le budget primitif de la Ville, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUIL. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## Convention d'occupation temporaire du domaine public des locaux 2 place Pétrarque - Université du Tiers Temps - Avenant n°1

De par la mise à disposition de locaux pour des associations, la Ville de Montpellier poursuit son action auprès des acteurs associatifs de la Ville.

L'université du Tiers Temps sollicite la Ville pour la mise à disposition d'un local supplémentaire pour étendre ses activités pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2018.

Au vu de l'intérêt communal porté à cette structure, une mise à disposition à titre gracieux d'un local de 30 m<sup>2</sup> leur sera proposé. Cette redevance à titre gracieux constituant une subvention en nature, il convient d'approuver la valeur locative annuelle indiquée dans le tableau attributif ci-dessous, dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'Université du Tiers Temps.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant de la redevance minoré	Montant subvention
Université du tiers temps	2 place Pétrarque	3 900 €	0 €	3 900 €

Un avenant à la convention actuelle d'occupation temporaire du domaine public de l'Université du Tiers Temps doit être signé.

**En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'avenant à la convention d'occupation temporaire du domaine public joint en annexe ;
- D'approuver la gratuité de cette mise à disposition et de porter au compte administratif de la Ville et de l'université du Tiers Temps le montant de l'aide en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Gérard CASTRE, Mme Nicole LIZA, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUIL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## **Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne"**

La Ville de Montpellier est propriétaire de deux parcelles à usage de jardins familiaux au sein de la copropriété « Les Jardins d'Anne » située rue Montels Eglise.

Il s'agit des lots n°24 et n°29. La convention d'occupation précaire du lot n°29 est arrivée à échéance le 31 mars 2018. Ce lot est occupé par Madame Eve Lise BROS depuis 1997 qui souhaite renouveler la convention d'occupation.

Il est proposé d'établir une nouvelle convention précaire et révocable d'une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018. Le montant annuel du loyer est évalué au prorata de la surface occupée et sur la base de 1, 03 euro par an et par m².

Il est donc proposé d'approuver le loyer annuel indiqué dans le tableau attributif ci-dessous :

Nom de l'occupant	Numéro du lot et superficie	Valeur locative	Loyer annuel
Mme BROS Eve Lise	Lot n°29 – 221 m²	227, 63 €	227, 63 €

**En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le loyer annuel proposé à Madame BROS et d'inscrire les recettes correspondantes au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## **Restauration Eglise Sainte-Croix de Celleneuve - Demande de subvention à la DRAC**

Dans le cadre de la mise en valeur de son patrimoine, la Ville de Montpellier a fait réaliser un diagnostic patrimonial de l'église Sainte-Croix de Celleneuve qui a mis en évidence la détérioration des parements extérieurs de l'église.

Les dégradations sont nombreuses et importantes : éclatement et chute du parement sur 1 à 2 cm d'épaisseur, effritement de la pierre, gonflements, fissures et lézardes, pierres hétérogènes. Un examen sanitaire des pierres est donc nécessaire afin d'établir un protocole de restauration respectant la pierre et adapté à chaque pathologie.

Le montant de ce diagnostic s'élève à 33 369 € H.T. La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) peut attribuer pour effectuer cette restauration, une subvention de 10 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la réalisation de cette opération ;

**Délibération n°V2018-282**

- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, chapitre 900 ;
- De solliciter auprès de la DRAC une subvention d'un montant de 10 000€ ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le :** 23 JUL. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## **Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un marché de service de ' Transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. '**

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur gestion des ressources humaines au sein d'un pôle commun Ressources Humaines et Relations Sociales.

Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence des organisations et des services actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

**Délibération n°V2018-283**

Cette évolution de la politique des ressources humaines nécessite de développer une réflexion commune sur le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap et notamment la prise en charge de certaines actions relevant de cette problématique.

Préalablement à cette mutualisation, chaque entité a conclu ses propres marchés de transport de personnel en situation de handicap.

Ces derniers arrivent à échéance le 30/09/2018.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir dans le cas où le transport d'un agent communal ou métropolitain en situation de handicap serait nécessaire.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un appel d'offre (accord cadre à bons de commande) pour assurer le transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce marché est conclu sans minimum ni maximum.

Il sera conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un appel d'offre (accord cadre à bons de commande) pour assurer le transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville au chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Délibération n°V2018-283**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## Modification du tableau des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### Créations de postes :

#### Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : Création de vingt-quatre postes

Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : Création de seize postes

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de quatre postes

Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trois postes

Attaché principal : création d'un poste

#### Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de cent onze postes

Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trente-cinq postes

Agent de maîtrise : création de douze postes

Agent de maîtrise principal : création de vingt postes

Technicien : création de deux postes

**Délibération n°V2018-284**

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de trois postes

Technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trois postes

Ingénieur hors classe : création d'un poste

Filière Sportive :

Opérateur principal des activités physiques et sportives : création de deux postes

Filière Animation :

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de deux postes

Adjoint d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe : création d'un poste

Animateur : création de six postes

Animateur principal de 2<sup>ème</sup> classe : création d'un poste

Filière Sociale :

ATSEM principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trente-six postes

Filière Médico-Sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de vingt-sept postes

Puéricultrice hors classe : création d'un poste

Cadre supérieur de santé : création d'un poste

Filière Sécurité :

Brigadier-chef principal : création de quatre postes

**Suppression de postes (sous réserve de l'avis du Comité Technique du 09 Juillet 2018) :**Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression de vingt-cinq postes

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de seize postes

Rédacteur : suppression de trois postes

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de trois postes

Attaché : suppression d'un poste

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de cent douze postes

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de quarante-cinq postes

Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : suppression d'un poste

Agent de maîtrise : suppression de vingt postes

Agent de maîtrise principal : suppression de deux postes

Technicien : suppression de trois postes

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de trois postes

Ingénieur principal : suppression d'un poste

Filière Sportive :

Opérateur qualifié des activités physiques et sportives : suppression de deux postes

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression de cinq postes

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de quatre postes

Animateur : suppression d'un poste

Filière Sociale :

ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de trente-six postes

Filière Médico-Sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de vingt-sept postes

Puéricultrice de classe supérieure : suppression d'un poste

Cadre de santé de 1<sup>ère</sup> classe : suppression d'un poste

Filière Sécurité :

Gardien-Brigadier : suppression de quatre postes

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUIL. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Ressources humaines**

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### **Absents :**

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

## **Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Il est proposé au Conseil de poursuivre cette démarche par la création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe (DCGE) unique et identifié pour le pilotage des partenaires externes et contrats complexes, constituant ainsi un pôle d'expertise sur l'ensemble de ces champs de mission, en accompagnement des directions opérationnelles.

Cette direction mutualisée s'attachera à effectuer un contrôle et un suivi des relations entre les collectivités territoriales et leurs partenaires extérieurs, dits « satellites ». Elle aura une fonction transversale de conseil, et

reste complémentaire aux directions supports existantes.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 49% pour la Ville et 51% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention et fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Il est proposé au Conseil de poursuivre cette démarche par la création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation qui reprendra les missions actuelles de la Direction Organisation Evaluation de la Ville et les missions orientées vers l'interne de la Direction du Pilotage et Contrôle de Gestion de la Métropole.

Les 2 unités, contrôle de gestion interne et organisation, composant cette nouvelle direction mutualisée œuvreront ainsi notamment autour des axes de travail suivant :

- La mise en œuvre de la formalisation et de l'évaluation des politiques publiques
- Le développement de la culture de l'innovation notamment à travers le projet d'administration

**Délibération n°V2018-286**

- Le développement de la culture et des outils du pilotage interne
- L'amélioration et la modernisation de nos fonctionnements grâce au conseil en organisation et à la démarche qualité
- La contribution à la performance, la modernisation et à la transversalité
- L'amélioration de la qualité de la relation usagers

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 49% pour la Ville et 51% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention et fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Par la constitution d'un service commun circonscrit au seul poste de directeur, la Métropole et la Ville ont initié les bases de la mutualisation de leurs directions des Finances.

Par la présente délibération, il est proposé au Conseil une mutualisation aboutie sur l'ensemble des services. Ce service commun de Direction des Finances, constitué de 5 services, répond notamment aux objectifs suivants :

- Un gain de cohérence, de fluidité et de transparence au bénéfice des deux administrations ;
- Une sécurisation accrue des procédures financières ;

**Délibération n°V2018-287**

- Une recherche des marges de manœuvre nécessaires au bon fonctionnement du service public communal et métropolitain ;
- Des innovations au service des usagers et des services.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 48% pour la Ville et 52% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction des Finances,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 JUL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention et fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la  
convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la  
Commande Publique - Modification - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Par la constitution d'un service commun circonscrit au seul poste de directeur, la Métropole et la Ville ont initié les bases de la mutualisation de leurs directions des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Par la présente délibération, il est proposé au Conseil une mutualisation aboutie sur l'ensemble des services. Ce service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) s'appuie notamment sur les 2 fondements suivants :

- Le processus de mutualisation se généralise de plus en plus et les directions concernées sont en attente de pouvoir disposer de procédures et références communes facilitant la compréhension et le fonctionnement des deux entités.

- Au sein même de la DAJCP, la mutualisation permet également de faciliter ce travail d'harmonisation des procédures afin d'éviter au maximum, selon que les agents travaillent pour le compte de la Ville ou de la Métropole de faire face à des procédures trop distinctes leur complexifiant le travail quotidien. Elle permet également de repenser globalement l'organisation de la Direction en termes de missions en profitant de la mise en commun des moyens.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 40% pour la Ville et 60% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 JUL. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention et fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





# Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

## Table thématique des décisions 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
<b>I. <u>Urbanisme</u></b>			
<b>11. Estimations des services fiscaux expropriations</b> <b>13. Reprises d'alignement – document d'urbanisme</b> <b>14 et 20. Droits de préemption</b> <b>17. Avis pour établissement public foncier local</b> <b>18. Participation constructeur pour ZAC</b> <b>21. Droits de priorité</b>			
<b>VD2018-199</b>	ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Convention de participation - Ville / SERM / M. Slitni - Parcelle DL 473	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1418</b>
<b>VD2018-229</b>	ZAC du Coteau - Convention de participation aux équipements publics - Ville de Montpellier/DC Promotion/SA3M - Parcelles TN n°14p, TN n°427p, TN n°441p	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1424</b>
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
<b>II. <u>Commande Publique</u></b>			
<b>VD2018-192</b>	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de fournitures, pièces détachées et produits automobiles, adaptables et d'origine. (7D0025)	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1414</b>
<b>VD2018-210</b>	Mai Tome I Tome Intenance multi technique des installations du parc zoologique de Lunaret - Accord cadre à bons de commande n° 8B0007	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1420</b>
<b>VD2018-258</b>	Marché Public à Procédure Adaptée relatif au "Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet Tome I 2018" n°8C0001404001	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1436</b>
<b>VD2018-276</b>	MAPA 8B0023 - Adaptation au Règlement général pour la protection des données personnelles	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1444</b>
<b>VD2018-279</b>	Signature d'un avenant de prolongation du marché N°4D0016A "ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES, DE MATERIEL PEDAGOGIQUE ET D'EMBALLAGE / LOT 1 : ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES ET DE MATERIEL PEDAGOGIQUE"	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1448</b>

<b>VD2018-281</b>	Attribution d'un marché pour une prestation d'encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles élémentaires publiques de la Ville de Montpellier - accord-cadre n° 8D0021	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1450</b>
<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>
<b>III. Contentieux</b> <b>5. Contrats d'assurance</b> <b>10. Rémunérations frais juridiques</b> <b>15. Contentieux</b> <b>16. Accidents véhicules municipaux</b>			
<b>VD2010-232</b>	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ TURPIN Anthony - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0146	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1426</b>
<b>VD2018-239</b>	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ PENZO Claudio et Pia - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0178	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1428</b>
<b>VD2018-242</b>	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ DEGUARA Pierre - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0152	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1430</b>
<b>VD2018-245</b>	Contentieux - Monsieur Abdelkader AMEUR Appel contre le jugement du 09 mars 2018 - Décision de défendre	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1432</b>
<b>VD2018-250</b>	Contentieux - Ville c/ ORANGE SA - Appel du jugement du 31 Mai Tome I Tome I 2018 - Décision de défendre	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1434</b>
<b>VD2018-265</b>	Contentieux - Monsieur Sylvain CHENAL - Indemnisation des préjudices liés à ses accidents de service - Décision de défendre	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1438</b>
<b>VD2018-273</b>	Contentieux - Montpellier c/ Copropriété 44 rue du Faubourg du Courreau - Procédure d'exécution d'office des travaux de ravalement - Décision de défendre	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1440</b>
<b>VD2018-274</b>	Contentieux - Madame Françoise QUINTIN-DURAND Référé-provision pour le paiement d'activités de recensement - Décision de défendre	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1442</b>
<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>
<b>VD2018-277</b>	Contentieux - Monsieur Dorian GUERRERO Recours contre sanction disciplinaire du 3ème groupe Décision de défendre	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1446</b>



<b>Numéro d'acte</b>	<b>Titre</b>	<b>Tome</b>	<b>Page</b>
<b>IV. <u>Divers</u></b> <b>7. Concession de cimetières</b> <b>12. Créations de classes dans les établissements d'enseignement</b> <b>22. Diagnostics d'archéologie préventive</b> <b>23. Renouvellement d'adhésions aux associations</b>			
<b>VD2018-215</b>	Renouvellement de la cotisation 2018 au réseau Français des Villes Educatrices	<b>Juillet Tome I</b>	<b>2018/1422</b>



## Conseil municipal du 17 juillet 2018

**Décisions prises par Monsieur le Maire  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités  
Territoriales**

**N°VD2018-192 - Direction Energie et Moyens Techniques**

**Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de fournitures, pièces détachées et produits automobiles, adaptables et d'origine.**

**(7D0025)**

**Objet :** Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de fournitures, pièces détachées et produits automobiles, adaptables et d'origine (n°7D0025)" pour le lot n°1 (pneumatiques) à la société EUROMASTER pour un montant maximum manuel de commandes de 80 000 € HT, pour le lot n°2 (lubrifiants) à la société MD HYDRAULIQUE pour un montant maximum annuel de commandes de 30 000 € HT, pour le lot n°3 (batteries) à la société PMB pour un montant maximum annuel de commandes de 40 000 € HT, pour le lot n°4 (pièces) à la société DUBOIS pour un montant maximum annuel de commandes de 80 000 € HT, pour le lot n°5 (Renault pièces d'origines) à la société RENAULT RETAIL, pour un montant maximum annuel de commandes de 150 000 € HT, le lot n°6 (Peugeot pièces d'origines) à la société A3PRO, pour un montant maximum annuel de commandes à 30 000 € HT, pour le lot n°7 (Citroën pièces d'origines) à la société A3PRO, pour un montant maximum annuel de commandes de 20 000 € HT, le lot n°8 (Iveco PL pièces d'origines) à la société IVECO Aymond Brunel VI, pour un montant maximum annuel de commandes de 20 000 € HT. Le lot n°9 (John DEERE Transporteurs pièces d'origine) est déclaré infructueux. Ce sont des marchés uniques qui sont conclus pour une période initiale d'exécution allant de leur notification jusqu'au 31 décembre 2018. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2019-2020-2021), sans que ce délai puisse excéder le 31 décembre 2021.

**N°VD2018-199 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**

**ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde**

**Convention de participation**

**Ville / SERM / M. Slitni**

**Parcelle DL 473**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la SERM et M. Slitni, propriétaire de la parcelle DL473 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde.

Sur la base de la surface de plancher des constructions, affectée à la partie de la parcelle située dans le périmètre de la ZAC, soit 115.11 m² SDP, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

115.11 x 160 = 18 417,60 euros

Dix-huit mille quatre cent dix-sept euros et soixante centimes

**N°VD2018-210 - Direction du Parc de Lunaret**

**Maintenance multi technique des installations du parc zoologique de Lunaret**

**Accord cadre à bons de commande n° 8B0007**

**Objet :** Maintenance multi technique des installations du parc zoologique -n°8B0007

Accord cadre à bons de commande avec minimum (30 000 € HT) et maximum (85000 € HT) conclu pour une période d'un an non reconductible.

Après l'analyse des offres, la société EUROGEM, domiciliée 174 Route de Baillargues-34130 MAUGUIO a été retenue pour un montant de:

Maintenance courante: 39 552 € HT

Maintenance complémentaire: 4 6610 € HT.

**N°VD2018-215** - Direction de l'Education

**Renouvellement de la cotisation 2018 au réseau Français des Villes Educatrices**

**Objet :** La Ville de Montpellier est adhérente au Réseau Français des Villes Educatrices lequel facilite l'échange d'informations et développe les analyses sur les orientations nationales. L'adhésion 2018 est donc renouvelée et le versement d'un montant de 1725€ TTC est inscrit sur le budget de la Ville

**N°VD2018-229** - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

**ZAC du Coteau**

**Convention de participation aux équipements publics**

**Ville de Montpellier/DC Promotion/SA3M**

**Parcelles TN n°14p, TN n°427p, TN n°441p**

**Objet :** Décision visant à autoriser la signature d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC du Coteau de 180 000 € en vue de l'attribution d'un permis de construire pour la réalisation d'un immeuble collectif.

**N° VD2010-232** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Commune de MONTPELLIER c/ TURPIN Anthony**

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0146**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ TURPIN Anthony

**N°VD2018-239** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Commune de MONTPELLIER c/ PENZO Claudio et Pia**

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0178**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PENZO Claudio et Pia

**N°VD2018-242** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Commune de MONTPELLIER c/ DEGUARA Pierre**

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0152**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DEGUARA Pierre

**N°VD2018-245** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Monsieur Abdelkader AMEUR**

**Appel contre le jugement du 09 mars 2018**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Abdelkader AMEUR

**N°VD2018-250** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Ville c/ ORANGE SA**

**Appel du jugement du 31 mai 2018**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ORANGE SA.

N°VD2018-258 - Direction Evénementiel - Protocole

**Marché Public à Procédure Adaptée relatif au "Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2018" n°8C0001404001**

**Objet :** Décision d'attribution du MAPA n°8C0001404001 relatif au prestataire assurant l'exécution du spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2018 à l'entreprise Jacques Couturier Organisation pour un montant de 90 000 € HT

N°VD2018-265 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Monsieur Sylvain CHENAL**

**Indemnisation des préjudices liés à ses accidents de service**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Sylvain CHENAL

N°VD2018-273 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Montpellier c/ Copropriété 44 rue du Faubourg du Courreau**

**Procédure d'exécution d'office des travaux de ravalement**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 44 rue du Faubourg du Courreau

N°VD2018-274 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Madame Françoise QUINTIN-DURAND**

**Référé-provision pour le paiement d'activités de recensement**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame François QUINTIN-DURAND

N°VD2018-276 - Direction Organisation et Evaluation

**MAPA 8B0023**

**Adaptation au Règlement général pour la protection des données personnelles**

**Objet :** Décision d'attribution du marché à la Société Grant Thornton pour l'adaptation au Règlement général pour la protection des données personnelles, pour un montant de 33 600 € HT et d'une durée de deux ans.

N°VD2018-277 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Contentieux**

**Monsieur Dorian GUERRERO**

**Recours contre sanction disciplinaire du 3ème groupe**

**Décision de défendre**

**Objet :** La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Dorian GUERRERO

N°VD2018-279 - Direction de l'Education

**Signature d'un avenant de prolongation du marché N°4D0016A "ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES, DE MATERIEL PEDAGOGIQUE ET D'EMBALLAGE / LOT 1 : ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES ET DE MATERIEL PEDAGOGIQUE"**

**Objet :** Le marché N°4D0016 A "ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES, DE MATERIEL PEDAGOGIQUE ET D'EMBALLAGE / LOT 1 : ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES ET DE MATERIEL PEDAGOGIQUE" arrive à échéance le 7 juillet 2018. Le futur marché permettant ses achats ne sera pas opérationnel avant fin novembre, dans les meilleurs délais. La signature d'un avenant de prolongation jusqu'au 7 novembre 2018 est impératif.

**N°VD2018-281** - Direction de l'Education

**Attribution d'un marché pour une prestation d'encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles élémentaires publiques de la Ville de Montpellier - accord-cadre n° 8D0021**

**Objet :** Il est nécessaire d'assurer l'encadrement des enfants pendant la restauration scolaire et la première heure après la classe dans les écoles élémentaires publiques de la Ville de Montpellier. La Ville a souhaité confier cette prestation à une entreprise sur un secteur géographique déterminé de la ville et pour une période limitée.

- Pour le lot 1, groupement UFOLEP (66 Esplanade de l'égalité 34086 MONTPELLIER CEDEX 4) / PEP (21 rue Jean Giroux CS 27380 34184 MONTPELLIER CEDEX 4) / VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum Immeuble Jacques Cartier 34000 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 482 400 € HT ;
- Pour le lot 2, UFOLEP (66 Esplanade de l'égalité 34086 MONTPELLIER CEDEX 4) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 403 200 € HT ;
- Pour le lot 3, MUC VACANCES (150 rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 316 800 € HT ;
- Pour le lot 4, groupement MUC VACANCES (150 rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER) / UFOLEP (66 Esplanade de l'égalité 34086 MONTPELLIER CEDEX 4) / FRANCAS DE L'HERAULT (6 rue des Bougainvilliers 34070 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 396 000 € HT ;
- Pour le lot 5, LEO LAGRANGE (67 rue de la Canebière 13 001 MARSEILLE) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 270 012,96 € HT ;
- Pour le lot 6, MUC VACANCES (150 rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER), PEP (21 rue Jean Giroux CS 27380 34184 MONTPELLIER CEDEX 4), EVEIL EN MOUVEMENT (88 rue Antoine-Laurent Jussieu 34090 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 381 600 € HT ;
- Pour le lot 7, FRANCAS DE L'HERAULT (6 rue des Bougainvilliers 34070 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 331 200 € HT ;
- Pour le lot 8, VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum Immeuble Jacques Cartier 34000 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 388 800 € HT ;
- Pour le lot 9, VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum Immeuble Jacques Cartier 34000 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 453 600 € HT.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Attribution d'un marché public en appel d'offres  
ouvert pour l'achat de fournitures, pièces  
détachées et produits automobiles, adaptables et  
d'origine.  
(7D0025)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fournitures, pièces détachées et produits automobiles, adaptables et d'origine pour les services de la Ville. Ces achats sont de nature à assurer les travaux d'entretien et de réparations des véhicules de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert (n°7D0025) a été lancée, en date du 16 octobre 2017, soumise aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché est passé en application de l'article 78 dudit Décret relatif aux accords-cadres (Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum) ;  
Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution allant de sa notification jusqu'au 31 décembre 2018. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2019-2020-2021), sans que ce délai puisse excéder le 31 décembre 2021 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°1 (pneumatiques) étaient les suivants : Fréquence et délais de livraison pour 20%, Impact environnemental du véhicule de livraison pour 10%, reprise des pneumatiques avec attestation d'adhésion à une filière de recyclage pour 10% et le prix pour 60% ;

**Décision n° VD2018-192**

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 avril 2018, a attribué le lot n°1 à la société EUROMASTER, 180 avenue de l'Europe, 38330 MONTBONNOT, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°2 (lubrifiants) étaient les suivants : Fréquence et délais de livraison pour 20%, impact environnemental du véhicule de livraison pour 10%, reprise des huiles avec attestation d'adhésion à une filière de recyclage pour 10% et le prix pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 avril 2018, a attribué le lot n°2 à la société MH HYDRAULIQUE, ZAC Garosud, 50 rue Emile Julien, 34070 MONTPELLIER, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°3 (batteries de démarrage) étaient les suivants : Valeur technique pour 40%, impact environnemental du véhicule de livraison pour 5%, reprise des batteries avec attestation d'adhésion à une filière de recyclage pour 10%, fréquence et délais de livraison pour 5% et le prix pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 avril 2018, a attribué le lot n°3 à la société POINT MIDI BATTERIE, 375 rue Yves Sigal, 30900 NIMES, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°4 (pièces et consommables adaptables divers) étaient les suivants : Fréquence et délais de livraison pour 30%, impact environnemental du véhicule de livraison pour 10% et le prix pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 avril 2018, a attribué le lot n°4 à la société DUBOIS, Espace Le Montels Eglise, 34970 LATTES, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°5 (RENAULT pièces d'origine VL/VUL) étaient les suivants : Fréquence et délais de livraison pour 30%, impact environnemental du véhicule de livraison pour 10% et le prix pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 février 2018, a attribué le lot n°5 à la société RENAULT RETAIL, 700 rue de l'industrie, 34000 MONTPELLIER, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°6 (PEUGEOT pièces d'origine VL/VUL) étaient les suivants : Fréquence et délais de livraison pour 30%, impact environnemental du véhicule de livraison pour 10% et le prix pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 avril 2018, a attribué le lot n°6 à la société A3PRO, ZAC Saint-Martin Sud, 34120 PEZENAS, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°7 (CITROEN pièces d'origine VL/VUL) étaient les suivants : Fréquence et délais de livraison pour 30%, impact environnemental du véhicule de livraison pour 10% et le prix pour 60% ;

**Décision n° VD2018-192**

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 avril 2018, a attribué le lot n°7 à la société A3PRO, ZAC Saint-Martin Sud, 34120 PEZENAS, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°8 (IVECO PL pièces d'origines) étaient les suivants : Fréquence et délais de livraison pour 30%, impact environnemental du véhicule de livraison pour 10% et le prix pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 avril 2018, a attribué le lot n°8 à la société IVECO, rond-point Le Rieucoulon, CS 50015, 34433 Saint Jean de VEDAS, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°9 (John DEERE Transporteurs pièces d'origine) étaient les suivants : Fréquence et délais de livraison pour 30%, impact environnemental du véhicule de livraison pour 10% et le prix pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 avril 2018, a déclaré ce lot infructueux ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Achats de fournitures, pièces détachées et produits automobiles, adaptables et d'origine (n°7D0025) »
  - o Pour le lot n°1(pneumatiques) à la société EUROMASTER pour un montant maximum annuel de commandes de 80 000 € HT ;
  - o Pour le lot n°2 (lubrifiants) à la société MD HYDRAULIQUE pour un montant maximum annuel de commandes de 30 000 € HT ;
  - o Pour le lot n°3 (batteries) à la société POINT MIDI BATTERIE pour un montant maximum annuel de commandes de 40 000 € HT ;
  - o Pour le lot n°4 (pièces) à la société DUBOIS pour un montant maximum annuel de commandes de 80 000 € HT ;
  - o Pour le lot n°5 (Renault pièces d'origines) à la société RENAULT RETAIL, pour un montant maximum annuel de commandes de 150 000 € HT ;
  - o Pour le lot n°6 (Peugeot pièces d'origines) à la société A3PRO, pour un montant maximum annuel de commandes de 30 000 € HT ;
  - o Pour le lot n°7 (Citroën pièces d'origines) à la société A3PRO, pour un montant maximum annuel de commandes de 20 000 € HT ;
  - o Pour le lot n°8 (Iveco PL pièces d'origines) à la société IVECO Aymond Brunel VI, pour un montant maximum annuel de commandes de 20 000 € HT ;
  - o Le lot n°9 (John DEERE Transporteurs pièces d'origine) est déclaré infructueux.

Ce sont des marchés uniques qui sont conclus pour une période initiale d'exécution allant de leur notification jusqu'au 31 décembre 2018. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2019-2020-2021), sans que ce délai puisse excéder le 31 décembre 2021 ;

- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement, tous chapitres ;



**Décision n° VD2018-192**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 JUIN 2018**  
**Monsieur le Premier Adjoint**  
**Max LEVITA**



**Publiée le : 05 JUL. 2018**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde**  
**Convention de participation**  
**Ville / SERM / M. Slitni**  
**Parcelle DL 473**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Mme Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement foncier opérationnel et aux Relations internationales liées à l'économie;

**Considérant :**

- Qu'il est envisagé par M. Mourad SLITNI, la réalisation d'une maison individuelle à usage d'habitation principale sur un terrain dont il est propriétaire ;
- Qu'il y a lieu d'établir, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et M. Slitni, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, la parcelle cadastrée section DL n°473, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC et propriété de M. Slitni ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - o Surface de plancher (SDP) envisagée : 115,11 m² de SDP

- o Calcul du montant estimé de la participation :
- o Base de calcul :
  - 160 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire pour le logement libre,
- o Montant :
  - $115,11 \times 160 = 18\,417,60$  euros,

TOTAL = **18 417,60 euros.**

- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> de SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

**Décide en conséquence :**

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et M. Slitni, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 15/06/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Chantal MARION

Publiée le : 21/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Maintenance multi technique des installations du  
parc zoologique de Lunaret  
Accord cadre à bons de commande  
n° 8B0007**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri De VERBIZIER aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

**Considérant :**

- Que la maintenance courante et complémentaire des installations du parc zoologique de Montpellier est indispensable à la sécurité et bien-être des animaux, du personnel et du public, ainsi qu'au bon fonctionnement du site ;  
Qu'il y a donc lieu de faire appel à un prestataire extérieur ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour une durée d'un an non reconductible à compter de la notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique (60%), prix maintenance courante (30%), prix maintenance complémentaire (10%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise EUROGEM, située 174 Route de Baillargues-34130 MAUGUIO) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Décision n° VD2018-210**

**Article 1 :** D'attribuer le présent accord cadre à bons de commande de maintenance multi technique des installations du parc zoologique de Lunaret n° 8B0007 à l'entreprise EUROGEM, 174 Route de Baillargues-34130 MAUGUIO, pour un montant minimum de 30.000 € HT et un montant maximum de 85.000€ HT pour une durée d'un an non reconductible à compter de sa notification ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la direction du parc de Lunaret de la Ville, chapitre 903 (investissement) /933(fonctionnement) ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/06/2018  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 21/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
**Service Ressources (Education)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Renouvellement de la cotisation 2018 au réseau Français des Villes Educatrices**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Mme Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative et au quartier Hôpitaux-Facultés.

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier est adhérente du Réseau Français et de l'Association Internationale des Villes Educatrices. Créé en 1998, le Réseau Français des Villes Educatrices (RFVE) regroupe 140 villes et communautés de communes sur l'ensemble du territoire. Son objectif est de promouvoir les orientations définies dans la Charte des Villes Educatrices et de développer, en confrontant leurs expériences, une capacité collective à s'exprimer sur des orientations ou décisions nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les villes ;
- Que le RFVE promeut une conception globale de l'éducation, dépassant le domaine strictement scolaire et développant une approche transversale de la question éducative. Pour le RFVE, la ville doit être un agent Co éducateur à travers la citoyenneté, la démocratie participative, les projets culturels, la planification urbaine ou la politique environnementale qu'elle développe ;
- Que la Ville de Montpellier adhère au RFVE depuis 2007. La mise en œuvre de son Projet Educatif de Territorial (PEdT) et les débats autour de la réforme des rythmes scolaires l'ont amenée à prendre part de manière plus significative dans les échanges du réseau. A ce titre, elle siège parmi les 140 communes et communautés de communes qui composent ce réseau et qui sont investies dans une démarche éducative locale dépassant le domaine strictement scolaire ;
- Que ce réseau facilite l'échange d'informations, la confrontation d'expériences. Il permet de développer une capacité collective d'analyse et d'expression sur les orientations nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les Villes. Il est donc proposé de renouveler notre adhésion à cet organisme pour l'exercice 2018.

**Décide en conséquence:**

- D'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2018 et le versement à l'organisme ci-dessus pour un montant total de 1 725 Euros TTC sur les crédits inscrits au budget 2018 de la Ville, chapitre 932 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 10/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**ZAC DU COTEAU**  
**Convention de participation aux équipements  
publics**  
**Ville de Montpellier/SCCV l'Ecrin du Coteau**  
**Parcelles TN n°14p, TN n°427p, TN n°441p**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n° 2011/478 du Conseil municipal en date du 3 octobre 2011 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Coteau ;
- Vu la délibération n°V2017/158 du Conseil municipal en date du 22 juin 2017 approuvant le traité de concession confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, par abréviation S.A.3.M l'aménagement de la zone d'aménagement concerté du Coteau. ;
- Vu la décision VD2018-174 comportant une erreur matérielle relative au nom de la société cocontractante.

**Considérant :**

- Que la société SCCV l'Ecrin du Coteau souhaite réaliser la construction d'un immeuble collectif de 18 logements sur les parcelles cadastrées TN n°14p, TN n°427p et TN n°441p d'une superficie totale de 1 643 m<sup>2</sup>, situé 1010 rue Henri Lagatu, comprise dans le périmètre de la ZAC du Coteau mais non acquises par la Ville ;
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société SCCV l'Ecrin du Coteau afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC du Coteau, les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, sont résumés comme suit :
  - **Surface de plancher (SDP) envisagée :**  
1000 m<sup>2</sup> pour la réalisation de logements collectifs en accession libre.
  - **Calcul du montant de la participation :**  
Base de calcul : 180 €/m<sup>2</sup> SDP pour l'année 2017  
**Montant total : 1000 x 180 = 180 000 €.**



**Décide en conséquence :**

- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> de surface de plancher autorisés par le permis de construire effectivement délivré ;
- De retirer la décision VD2018-174 ;
- De conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société la société SCCV l'Ecrin du Coteau, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 3 de la convention de participation.

Montpellier, le 15/06/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Chantal MARION

Publiée le : 21/06/2018

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ TURPIN**  
**Anthony**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 17V0146**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 06/03/2018, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCCV MONROC LOT 3 ET SCCV MONTPELLIER NOUVEAU SAINT ROCH, visant à procéder à la construction de 3 bâtiments, 28 rue du Grand Saint Jean, 103 et 123 rue David Neel, 10, 20, 30, 40 et 50 rue François Coulet ;
- Que M. TURPIN Anthony a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 04/05/18 sous le n°1802139-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 10/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ PENZO**  
**Claudio et Pia**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 17V0178**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**


- Que par un arrêté du 05/12/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SNC MARIGNAN RESIDENCES, visant à procéder à la construction d'un immeuble collectif de 81 logements, 295/309 rue de Jausserand ;
- Que M. et Mme PENZO Claudio et Pia ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/04/2018 sous le n°1802093-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville ; chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 10/07/2018  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ DEGUARA**  
**Pierre**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 17V0152**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 28/11/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire au PROMOTEUR D'IMMOBILIER LES PINS, visant à procéder à la construction d'un immeuble collectif de 20 logements, 9 rue AZEMA ;
- Que M. DEGUARA Pierre a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 13/04/2018 sous le n°1801875-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 10/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Contentieux**  
**Monsieur Abdelkader AMEUR**  
**Appel contre le jugement du 09 mars 2018**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Abdelkader AMEUR interjette appel (n°18MA02129) du jugement du 08 mars 2018 concernant son affection ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

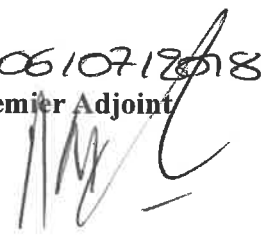
.../...



**Décision n° VD2018-245**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 10/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Contentieux**

**Ville c/ ORANGE SA**

**Appel du jugement du 31 mai 2018**

**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la commune souhaite interjeter appel du jugement du 31 mai 2018 annulant les titres des 12 décembre 2014 et 11 décembre 2015 émis à l'encontre de ORANGE S.A ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP PARME AVOCATS et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 10/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Événementiel - Protocole**  
**Service Production**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché Public à Procédure Adaptée relatif au**  
**"Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2018"**  
**n°8C0001404001**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la fourniture du spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2018 ;
- Qu'une procédure a été lancée, en application de l'article 28 du décret 2016/360 du 25 mars 2016 sous forme d'un marché d'un an reconductible 3 fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Sécurité 40 %
  - Qualité technique 30 %
  - Qualité esthétique 20 %
  - Timing d'occupation du site pyrotechnique 10 %
- Qu'après analyse, l'entreprise Jacques Couturier Organisation demeurant aux Hautes crèches à Saint-Florent-des-Bois (85310) présente l'offre la plus avantageuse au regard des critères prévus par la consultation ;

**Décide en conséquence :**

**Décision n° VD2018-258**

**Article 1 :** D'attribuer le marché n°8C0001404001 relatif au « Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2018 » à l'entreprise Jacques Couturier Organisation, pour un montant de 90.000 euros HT ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 936;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché n°8C0001404001 relatif au « Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2018 » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JUIN 2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 05 JUIL. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Contentieux**

**Monsieur Sylvain CHENAL**

**Indemnisation des préjudices liés à ses accidents**  
**de service**

## **Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

### **Considérant :**

- Que Monsieur CHENAL sollicite (requête n°1802769-3) l'indemnisation des préjudices subis suite à des accidents de service ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 10/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Contentieux**  
**Montpellier c/ Copropriété 44 rue du Faubourg**  
**du Courreau**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de**  
**ravalement**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, Monsieur le Maire, après injonction restée sans effet, a pris un arrêté sommant le propriétaire du 44 rue du Faubourg du Courreau de procéder au ravalement de son immeuble ;
- Que plus d'un an s'est écoulé depuis la notification de cet arrêté et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;



- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 10/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Contentieux**

**Madame Françoise QUINTIN-DURAND**

**Référé-provision pour le paiement d'activités de**  
**recensement**

## **Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

### **Considérant :**

- Que Madame QUINTIN-DURAND a introduit un référé-provision (n°1802715-3) afin de se voir verser une rémunération pour des activités de recensement en 2018 ainsi que des dommages et intérêts ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le 10/7/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Organisation et Evaluation**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**MAPA 8B0023  
Adaptation au Règlement général pour la  
protection des données personnelles**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de la Ville de Montpellier ont constitué un groupement de commandes dont la Ville est le coordonnateur;
- Qu'il est nécessaire pour ces trois entités de bénéficier de services de conseil et d'accompagnement pour l'adaptation au Règlement général pour la protection des données personnelles;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec maximum, pour une durée de deux ans;
- Que le montant maximum des commandes pour la durée du marché est défini comme suit :
  - Ville 16 000 € HT
  - Métropole 13 000 € HT
  - CCAS 5 000 € HT
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique 70 %

- Prix 30 %

- Qu'après analyse, Grant Thornton, 29 rue du Pont 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, a présenté l'offre la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché précité à l'entreprise Grant Thornton, pour un maximum de dépense de 33 660 € HT de dépenses sur 2 ans, à compter de la date de notification;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 930 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 10/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Contentieux**

**Monsieur Dorian GUERRERO**

**Recours contre sanction disciplinaire du 3ème**  
**groupe**

### **Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

#### **Considérant :**

- Que Monsieur Dorian GUERRERO conteste (instance n°1802963-3) la sanction disciplinaire du 3<sup>ème</sup> groupe qui lui a été appliquée ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

#### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 06/07/2018  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 10/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
**Service Ressources (Education)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Signature d'un avenant de prolongation du**  
**marché N°4D0016A "ACHAT DE**  
**FOURNITURES SCOLAIRES, DE MATERIEL**  
**PEDAGOGIQUE ET D'EMBALLAGE / LOT 1 :**  
**ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES ET**  
**DE MATERIEL PEDAGOGIQUE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
  - Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
  - Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
  - Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative et au quartier Hôpitaux – Facultés ;
- Vu la décision N°2014/0191 attribuant le marché n°4D0016 « ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES, DE MATERIEL PEDAGOGIQUE ET D'EMBALLAGE - Lot 1 : Achat de fournitures scolaires et de matériel pédagogique » à l'entreprise LACOSTE, 15 ALLEE DE LA SARRIETTE ZA ST LOUIS 84250 LE THOR pour un montant de 2 400 000 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée maximale de 4 années (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

**Considérant :**

- Que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure notamment en raison des réorganisations en cours du secteur périscolaire, ce marché étant utilisé par la Direction de l'Education mais également, pour le périscolaire, les centres de loisirs (dont les équipes se renouvellent en septembre) ainsi que la Direction de l'Enfance pour les crèches. C'est pourquoi, il est nécessaire de prolonger le marché actuel jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du service public.



**Décide en conséquence :**

**Article 1** : D'autoriser la signature de l'avenant de prolongation, au marché n°4D0016 « ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES, DE MATERIEL PEDAGOGIQUE ET D'EMBALLAGE - Lot 1 : Achat de fournitures scolaires et de matériel pédagogique » à l'entreprise LACOSTE, 15 ALLEE DE LA SARRIETTE ZA ST LOUIS 84250 LE THOR, jusqu'au 7 novembre 2018.

**Article 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 932.

**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de prolongation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN



**Publiée le :**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Attribution d'un marché pour une prestation  
d'encadrement des enfants pendant les temps  
périscolaires dans les écoles élémentaires  
publiques de la Ville de Montpellier - accord-  
cadre n° 8D0021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative et au quartier Hôpitaux - Facultés;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire d'assurer l'encadrement des enfants pendant la restauration scolaire et la première heure après la classe dans les écoles élémentaires publiques de la Ville de Montpellier ;
- Que la ville a souhaité confier cette prestation à une entreprise sur un secteur géographique déterminé de la ville et pour une période limitée ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, multi-lots, sans minimum ni maximum pour une durée initiale de 1 an à compter de sa notification et qui pourra être reconduit pour une durée maximale de 4 ans;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1) valeur technique 60% ;
  - 2) prix des prestations 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 15 mai 2018 a attribué le marché aux organismes suivants présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Pour le lot 1 : Groupement UFOLEP (66 Esplanade de l'égalité 34086 MONTPELLIER CEDEX 4) / PEP (21 rue Jean Giroux CS 27380 34184 MONTPELLIER CEDEX 4) / VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum Immeuble Jacques Cartier 34000 MONTPELLIER) ;
- Pour le lot 2 : UFOLEP (66 Esplanade de l'égalité 34086 MONTPELLIER CEDEX 4) ;
- Pour le lot 3 : MUC VACANCES (150 rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER) ;
- Pour le lot 4 : Groupement MUC VACANCES (150 rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER) / UFOLEP (66 Esplanade de l'égalité 34086 MONTPELLIER CEDEX 4) / FRANCAS DE L'HERAULT (6 rue des Bougainvilliers 34070 MONTPELLIER) ;
- Pour le lot 5 : LEO LAGRANGE (67 rue de la Canebière 13 001 MARSEILLE) ;
- Pour le lot 6 : MUC VACANCES (150 rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER), PEP (21 rue Jean Giroux CS 27380 34184 MONTPELLIER CEDEX 4), EVEIL EN MOUVEMENT (88 rue Antoine-Laurent Jussieu 34090 MONTPELLIER) ;
- Pour le lot 7 : FRANCAS DE L'HERAULT (6 rue des Bougainvilliers 34070 MONTPELLIER) ;
- Pour le lot 8 : VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum Immeuble Jacques Cartier 34000 MONTPELLIER) ;
- Pour le lot 9 : VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum Immeuble Jacques Cartier 34000 MONTPELLIER).

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature du marché « encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles élémentaires publiques de la Ville de Montpellier » à :

- Pour le lot 1, groupement UFOLEP (66 Esplanade de l'égalité 34086 MONTPELLIER CEDEX 4) / PEP (21 rue Jean Giroux CS 27380 34184 MONTPELLIER CEDEX 4) / VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum Immeuble Jacques Cartier 34000 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 482 400 € HT ;
- Pour le lot 2, UFOLEP (66 Esplanade de l'égalité 34086 MONTPELLIER CEDEX 4) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 403 200 € HT ;
- Pour le lot 3, MUC VACANCES (150 rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 316 800 € HT ;
- Pour le lot 4, groupement MUC VACANCES (150 rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER) / UFOLEP (66 Esplanade de l'égalité 34086 MONTPELLIER CEDEX 4) / FRANCAS DE L'HERAULT (6 rue des Bougainvilliers 34070 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 396 000 € HT ;
- Pour le lot 5, LEO LAGRANGE (67 rue de la Canebière 13 001 MARSEILLE) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 270 012,96 € HT ;

- Pour le lot 6, MUC VACANCES (150 rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER), PEP (21 rue Jean Giroux CS 27380 34184 MONTPELLIER CEDEX 4), EVEIL EN MOUVEMENT (88 rue Antoine-Laurent Jussieu 34090 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 381 600 € HT ;
- Pour le lot 7, FRANCAS DE L'HERAULT (6 rue des Bougainvilliers 34070 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 331 200 € HT ;
- Pour le lot 8, VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum Immeuble Jacques Cartier 34000 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 388 800 € HT ;
- Pour le lot 9, VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum Immeuble Jacques Cartier 34000 MONTPELLIER) pour un montant estimatif indiqué sur le DQE de 453 600 € HT.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 932.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03/07/2018  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 04/07/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.